



## Rapport final de projet التقرير العام لمشروع البحث

PNR البرنامج الوطني للبحث في:

27 .Economie

Organisme pilote الهيئة المشرفة

CREAD

Domiciliation du projet :

مؤسسة توطين المشروع:

Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle- CRASC- Oran

Intitulé du projet :

عنوان المشروع

Conception d'un système d'information concernant la petite et moyenne industrie  
des wilayas d'Oran et de Mostaganem

Intitulé du domaine	Les secteurs d'activité
Intitulé de l'axe	Economie et politiques industrielles
Intitulé du thème	Conception d'un système d'information concernant l'industrie nationale, territorialisé

Chef de projet رئيس المشروع		
Nom et prénom اللقب و الاسم	Grade الرتبة	Etablissement de rattachement المؤسسة المستخدمة
DAOUD BOUZADI SULTANA	MCA	Université USTO

Equipe de recherche أعضاء المشروع			
Nom et prénom اللقب و الاسم	Grade الرتبة	Etablissement de rattachement المؤسسة المستخدمة	Observation الملاحظة
TCHAM FAROUK	MAA	Université d'Oran	
BENBERNOU AMINA	Professeur	Université de Mostaganem	
DJERADI DJIBRIL ABOULKACEM	Ingénieur en informatique	Université de Mostaganem	
TABET AOUL GHIZLEN	Inspectrice principale	Direction de l'industrie et de la PME et de la promotion de l'investissement d'Oran	
LOUKIL KHADIDJA	Ingénieur en informatique	Direction de l'industrie et de la PME et de la promotion de l'investissement d'Oran	

## Déroulement du projet :

Rappeler brièvement les objectifs du projet et les tâches prévues

تذكير مختصر بأهداف المشروع و المهام المسطرة

### Les objectifs du projet :

Selon notre démarche, notre réflexion vise les objectifs suivants :

1. Appréciation du rôle des PMI durant ces dernières décennies nous permettra de montrer le degré d'intégration de ces entreprises dans le tissu industriel ;
2. La détermination des caractéristiques de ces entreprises nous permettra de présenter les grandes tendances qui ont marqué l'économie algérienne en matière de développement de la PMI (point d'ancrage, découpage géographique, politiques incitatives ou dissuasives, leur taille, leur structure juridique, etc.)
3. Le développement de la recherche en matière de PMI ;
4. La contribution à la formation en entrepreneuriat, surtout que l'option LMD nous permettra de diversifier les parcours ;
5. Cette analyse sera consolidée par la mise à disposition d'un logiciel adapté à la gestion de la base de données des PMI ;
6. Par l'implication des partenaires socio-économiques, appréciés en tant que source d'informations, nous ciblons le renforcement des liens entre l'Université et le monde productif : d'une part, cela facilitera le placement des étudiants pour leur stage (au niveau des entreprises). D'autre part, il leur permettra en fin de cycle de créer leurs propres entreprises par le biais de l'Agence Nationale de Soutien de l'Emploi des Jeunes, en profitant des données du système d'information concernant la petite et moyenne industrie des wilayas d'Oran et de Mostaganem, qui sera mis à leur disposition à travers la réalisation de ce projet de recherche. Il les enseignera sur les créneaux non investis pouvant faire l'objet de création d'entreprises, particulièrement les Start up, ou les entreprises opérant dans le domaine de la sous-traitance, de sorte à réduire l'exclusion des jeunes, surtout les diplômés.
7. Stimuler le développement d'une culture entrepreneuriale par la disponibilité de l'information.

### Les tâches prévues :

Afin d'aboutir aux objectifs susmentionnés et pour préciser un certain nombre d'éléments qui éclairent le développement des PME algériennes, nous avons prévu de réaliser les tâches suivantes :

- Se baser dans la présente étude sur le champ d'analyse que nous offrent les théories explicatives des PME ;
- Analyser l'état des lieux de la petite et moyenne entreprise dans les wilayas d'Oran et de Mostaganem. Et en conséquence la petite et moyenne industrie, en faisant appel aux outils statistiques ;
- Cet état des lieux sera corroboré par l'examen des mesures de soutien conçues à travers les politiques incitatives et/ou dissuasives qui orientent la PME dans l'espace et la branche et qui sont adoptées à travers les dispositifs existants et ceux nouvellement mis en place dans le cadre de la relance économique et dans la perspective de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie industrielle ;
- Elaboration de la structuration de la base de données, en faisant ressortir les champs à exploiter et à mettre sur la base de données ;
- Préparation d'un formulaire électronique (et support papier) à remplir (soit en ligne, soit par des enquêteurs) par les dirigeants des PMI et les institutions impliquées dans le développement de ce type d'entreprises, de manière à cadrer l'échantillon que nous étudierons ;
- L'exploitation du questionnaire nous permet de préciser un certain nombre d'éléments pour

mieux cerner l'objet étudié ;

- Développer une application qui permettra de remplir les bases de données grâce aux données qu'on aura récoltées via le formulaire ;
- Contrôle et assainissement de la base de données ;
- Développement de l'application qui permettra de traiter la base de données ;
- Exploitation des données par l'application (informations, statistiques, ajout, modifications,...) ;
- Tests de l'application, correction des 'bugs' Finalisation du Logiciel (design conformité, etc.) ;
- Finalisation du logiciel qui comportera la base de données recueillie, avec la possibilité d'exploitation des données (informationnelle, statistique) ;
- Interprétation et discussion des résultats sur le plan économique, social et culturel.

## Table des matières

Introduction .....	5
Chapitre I. La revue de la littérature.....	6
Section 1. La question récurrente de la taille de l'entreprise.....	6
11. Pour une définition de la PME.....	6
12. La critique des économies d'échelle.....	10
A. Présentation des économies d'échelle.....	10
B. Les économies d'échelle et l'organisation des activités productives.....	12
Section 2. L'internationalisation des PME.....	14
21. Le besoin d'un développement théorique .....	14
A. La nécessité d'une réflexion.....	14
B. Les facteurs explicatifs du comportement des firmes exportatrices .....	14
22. Les avantages récents de la petite taille.....	17
A. L'avantage de flexibilité.....	17
B. L'avantage de spécialisation.....	17
Chapitre II Conception du système d'information concernant la PMI des wilayas d'Oran et de Mostaganem.....	20
Section 1. Le cadre méthodologique.....	20
11. L'enquête.....	21
12. Les caractéristiques des PME à l'échelle nationale .....	22
Section 2. Présentation du système d'information.....	24
31. Présentation du système d'information des PMI d'Oran .....	24
32. Présentation du système d'information des PMI de Mostaganem .....	191
Chapitre III. Présentation et discussion des résultats.....	194
Section 1. Analyse des résultats relatifs au niveau national.....	194
Section 2. Analyse des résultats relatifs à Oran .....	197
Section 3. Analyse des résultats relatifs à Mostaganem .....	205
Conclusion.....	211
Bibliographie.....	214
Annexe .....	216
Information financière.....	246

## Introduction

Les mutations que connaît l'activité économique en Algérie entraînent de plus des préoccupations relatives au secteur industriel. Les travaux de recherche concernant la petite et moyenne industrie se révèlent en tant que champs d'investigation qui justifie notre activité de recherche ?qui s'intègre dans le cadre des programmes nationaux de recherche. Elle s'est axée sur la "Conception d'un système d'information concernant la petite et moyenne industrie des wilayas d'Oran et de Mostaganem" (tous statuts juridiques confondus), ayant pour thème "Conception d'un système d'information concernant l'industrie nationale, territorialisée" qui renvoie aux "politiques industrielles 'relevant du domaine des 'secteurs d'activité'".

Cette structuration nous a imposé de prime à bord d'adopter au court de notre recherche une vision globale. Il s'agit de la prise en compte de manière simultanée du national et en même temps du local, qui est l'objet de notre étude. Ce dernier se schématise par les deux importantes villes de la région ouest du pays : Oran et Mostaganem.

La problématique est exposée dans la première partie où nous avons formulé le cadre de notre recherche. Aux fins de son bon déroulement, nous avons émis deux hypothèses que nous avons tenté de vérifier. La première hypothèse a consisté à placer la question du recours aux PME<sup>1</sup> dans la stratégie de développement de l'Algérie au cœur du débat économique. La seconde hypothèse que nous avons retenu concerne le choix stratégique de la promotion de la PME comme une option de rupture pour diversifier les ressources de croissance. Pour accomplir la conception d'un système d'information relatif aux petites et moyennes entreprises, il est judicieux de les définir, d'identifier leurs spécificités et de saisir les problèmes distinctifs qu'elles rencontrent. Cela nous amène à rappeler les spécificités des PME, ainsi que les différentes théories explicatives des PME. Un accent a été mis sur les atouts qu'exploitent les petites et moyennes entreprises dans ce domaine.

La deuxième partie exprime les choix méthodologiques entrepris. Elle explicite le contexte empirique : une mise en relief de la petite et moyenne industrie a été effectuée par l'état des lieux des PME. L'emploi des outils statistiques et la réalisation de l'enquête sur le terrain nous ont aidé à mieux maîtriser l'objet traité et de parvenir à la mise en œuvre du système d'information des PMI d'Oran et de Mostaganem construit et analysé.

---

<sup>1</sup> Pour des raisons de commodité, le concept PME : la petite et moyenne entreprise a été pris dans ce travail de recherche comme terme générique pour l'ensemble TPE-PME-PMI.

# Chapitre I. La revue de la littérature

## Section 1. La question récurrente de la taille de l'entreprise

Notre première démarche est indispensable dans le processus de la recherche et elle a été totalement théorique. Des séances de travail ont été consacrées au choix et au tri des principaux ouvrages, articles, documents officiels, thèses, publications orientées sur les spécificités des petites et moyennes entreprises et faisant état de leurs pratiques et comportements.

Les références essentielles recueillies nous ont permis d'étudier les théories explicatives des petites et moyennes entreprises, un accent particulier a été mis sur les atouts qu'exploite ce type d'entreprise compte tenu du rôle de la taille dans leur développement et leur internationalisation, surtout, à l'heure où l'internationalisation devient une obligation de gestion, où le développement de l'entreprise passe par la mondialisation de son domaine d'intervention. L'exportation n'est plus vouée irrévocablement à la grande entreprise, car la taille ne constitue pas un obstacle rédhibitoire à l'exportation<sup>2</sup>.

Cette revue de la littérature n'est pas exhaustive mais représentative de la structure générale de la littérature dans ce domaine et en rapport étroit avec notre projet de recherche. C'est ce qui nous a facilité l'analyse du rôle des petites et moyennes entreprises industrielles en Algérie pendant ces dernières décennies, surtout présentement. Le but visé est de mieux saisir leur caractérisation, leur degré d'intégration dans le tissu industriel, ainsi que les possibilités de leur développement à l'international. Sachant que d'une part, des moyens colossaux ont été mis à leur disposition pour franchir les frontières nationales, d'autre part, plusieurs travaux empiriques<sup>3</sup> ont montré la relation étroite qui existe entre la croissance économique et les exportations, et qu'elle est indispensable pour combattre la pauvreté.

### 11. Pour une définition de la PME

L'organisation se constitue peu souvent de manière linéaire et cumulative, l'observation montre que l'organisation de la petite structure a passé des paliers qualitatifs, qui sont le résultat de plusieurs faits majeurs: la situation des différentes économies et les restructurations industrielles qui s'ensuivent depuis plusieurs années. Ces transformations correspondent pertinemment aux compétences et à l'adaptation des entreprises de petite dimension. On redécouvre le rôle moteur de ces unités dans l'organisation des rapports économiques et sociaux.

Dans des pays en développement, souvent, les PME représentent les 90% de l'ensemble des entreprises hors secteur d'agriculture. Leur contribution en matière d'emplois est avérée. Elles engendrent des recettes sur le marché national ainsi qu'à travers les exportations. De ce fait, le développement des PME s'impose en tant qu'appui à la lutte contre la pauvreté.<sup>4</sup>

Une difficulté considérable surgit avec le besoin de cerner l'objet d'analyse et de délimiter par la suite la catégorisation des PME. Suivant que l'on considère les finalités de la petite entreprise ou, ses constituants, nous distinguons plusieurs définitions et un certain nombre de caractéristiques, qui reposent sur le fait que l'entreprise à dimension réduite est dépendante de la complexité de son environnement, mais dont le comportement se détermine de manière volontaire.

La libéralisation du commerce extérieur et la mondialisation ont suscité une concurrence étrangère assez dure dans les pays en développement. Les PME éprouvent jusqu'à présent des difficultés pour en faire face. De ce fait, les efforts déployés dans le cadre de la promotion du développement de la PME doivent permettre à ces dernières de supporter les contraintes de la mondialisation et de saisir les opportunités qu'elle présente.

Le regain d'intérêt pour la petite firme ne peut être clarifié sans une compréhension minutieuse de l'intégration de l'économie dans la société. L'approche traditionnelle se préoccupait de l'analyse des relations entretenues entre les grandes firmes et leurs sous-traitants. La renaissance de systèmes de production fondés

---

<sup>2</sup> N. CECI, B. VALERSTEINAS, op.cit. p.144

<sup>3</sup> OCDE, *Promouvoir les PME pour œuvrer au développement*, Revue de l'OCDE, volume N°5- 2004/2, p.31

<sup>4</sup> Idem

uniquement sur les firmes de taille réduite est considérée en tant que changement d'une grande portée pour les économies locales.

L'absence d'une définition standard n'est pas propre à un pays particulier. Certains pays définissent la PME par voie législative, dans d'autres la définition fait l'objet de décisions administratives. Nous abordons cette question de difficulté d'une définition explicite et codifiée, car elle demeure intéressante, elle guide l'efficacité des actions de promotion dont la PME pourrait bénéficier. Ceci nous permettra de mieux saisir la réalité algérienne en matière de PME. De plus, la politique économique de ce type d'entreprise recommande, que soit maîtriser ce qui fait leur singularité par rapport à l'entreprise artisanale d'une part, à la grande entreprise d'autre part.

Le concept des PME est différemment apprécié vu l'extrême hétérogénéité, qui marque le monde de la petite organisation. Les configurations possibles sont diverses de l'entrepreneur artisan à l'entrepreneur manager, des activités à technologies simples et à technologies sophistiquées, environnement protégée et environnement concurrentiel. En fait, certaines typologies relèvent des possibilités de mesures ; possibilités qui peuvent être contestables. La petite structure constitue un ensemble où coexistent des toutes petites entreprises (T.P.E), des petites et moyennes entreprises (PME), mais, le critère de taille retenu est différent d'un pays à un autre.

La taille de l'entreprise est l'un des éléments démographiques de l'identité de l'entreprise au même titre que l'âge et la nationalité. Incontestablement, elle est un facteur contextuel parmi les autres qui a été analysé initialement et qui a fait l'objet d'un nombre considérable de recherches. L'ensemble de ces éléments sont présumés influencer la structure de l'entreprise. La taille confère des avantages bien reconnus par la littérature économique : effectifs, économies d'échelle, organisation, surface financière, conditions de financement, respect des certifications mondiales, accès à l'information, etc.

L'analyse de l'influence de la taille de l'entreprise aborde auparavant le problème de sa définition et de sa mesure. Dans certains pays ce critère est basé sur le nombre d'effectifs<sup>5</sup>, ce qui rend moins difficile les comparaisons entre entreprises, de plus, cet indicateur ne peut pas se détériorer rapidement au cours du temps et s'impose dans l'analyse des évolutions d'entreprises en matière d'emploi. Nous notons une différence de classification de ces entreprises par pays selon leur nombre d'employés.

Souvent, une certaine difficulté se présente dans les entreprises recrutant du personnel à mi-temps ou à temps partiel, ou bien, dans le cas où il existe une pléthore d'effectifs. On affronte une multiplicité d'appréciations de l'effectif de l'entreprise. Mais, « l'effectif constitue la meilleure mesure du concept global de la taille »<sup>6</sup>. Nous constatons à travers des travaux empiriques, qu'il est d'usage d'estimer les salariés à mi-temps comme pour moitié, par rapport à la taille de l'entreprise. Il s'agit d'un effectif moyen durant l'année. Cette mesure révèle une importance par rapport aux critères financiers.

Devant les difficultés pratiques de mise en œuvre de ces critères, les définitions sont exprimées de point de vue statistique selon un seuil. Ce dernier tend à être défini sur la base de l'effectif salarié<sup>7</sup>. Il existe des découpages qui ne font pas l'unanimité. De plus, « définir des critères de taille comporte une part d'arbitraire (...). Dans les services un bureau d'étude de 400 salariés est considéré comme une grosse société, alors qu'une entreprise de 1000 salariés dans une industrie exposée à la concurrence internationale ne l'est pas »<sup>8</sup>.

La taille peut être appréhendée par d'autres critères tels que le poids des actifs représentés au bilan, ou le chiffre d'affaires annuel. D'ailleurs, ces diverses mesures de la taille de l'entreprise sont très reliées. Les résultats de certains travaux empiriques<sup>9</sup> ont montré qu'il existe une forte corrélation entre le nombre d'effectifs et le total d'actifs. Cette corrélation est plus faible dans le cas des secteurs des services où les actifs financiers occupent une place différente par rapport à celle des entreprises industrielles.

Les fortes corrélations entre les diverses mesures de la taille de l'entreprise permettent de n'employer que l'une d'entre elles pour analyser les rapports entre taille et structure. La sélection d'une

---

<sup>5</sup> C. BERTHIER, M. C. PARENT, *Créations, disparitions et restructurations d'entreprises : les effets sur l'emploi des PME*, Economie et statistiques 1994 N°271-272, p.14

<sup>6</sup> M. KALIKA, *Structures d'entreprises: réalités, déterminants, performances*, 1988, Economica, p.213

<sup>7</sup> M. RAINELLI, *Economie industrielle*, 1993, Dalloz, p. 85

<sup>8</sup> C. BIALES, G. ROLLAND, *Les PME : atouts et handicaps*, Problèmes Economiques 28 mars 1990 n°1268, p.17

<sup>9</sup> M. KALIKA, op. cit.

seule mesure s'impose. Cette sélection dépendra de l'aspect de la taille le plus apte à être lié au phénomène considéré. C'est le nombre de personnes travaillant dans l'entreprise qui semble, en tant qu'aspect de la taille, l'élément le plus susceptible à éclairer les mutations structurelles. Dans d'autres économies, on prend en considération le nombre d'emplois et le chiffre d'affaires, en différenciant le secteur manufacturier de celui des services.

Bien que tous ces traits parviennent à imposer la conviction d'une gestion particulière de la petite firme et ne facilitent pas la distinction de la petite entreprise dans les différents secteurs de l'économie<sup>10</sup>, la problématique reste la même. Ces unités connaissent des difficultés identiques, relèvent des mêmes indicateurs, subissent les mêmes pressions et tentent des démarches semblables. Cependant ces traits permettent de retenir certaines définitions qui peuvent à notre avis refléter plus ou moins la réalité.

Certains travaux<sup>11</sup>, en utilisant l'analyse factorielle sur un échantillon de cent PME manufacturières ont démontré qu'il est possible de distinguer la petite firme de la moyenne, de la grande en opposant sur un continuum les facteurs suivants :

- Centralisation à décentralisation de la gestion.
- Structure d'opération simple à complexe (de zéro niveau à plusieurs niveaux par fonction) ou nombre de fonctions de gestion et d'opérations assumées par la direction (de peu à beaucoup).
- Marché local ou régional à marché national ou international.

En outre, certains auteurs<sup>12</sup> classent les PME selon leurs types d'activités. Ils déduisent quatre types :

- La petite entreprise se basant sur l'utilisation de la main d'œuvre, occupant les secteurs traditionnels et se trouvant souvent dans les zones rurales.
- L'entreprise utilisatrice d'un savoir-faire. Sa production est de qualité, en petite série et peu concurrencée.
- La petite firme sous-traitante dépendante des grandes firmes.
- Enfin, les petites entreprises à technologies sophistiquées dont la production est à forte valeur ajoutée.

D'autres études<sup>13</sup> prétendent, que si la petite entreprise survivrait dès les premières années de son existence, cette période n'est qu'une étape dans le processus de sa croissance. De plus, la séparation entre gestionnaires et propriétaires n'est pas certaine. Mais, l'évidence empirique fait justice de ces arguments, il existe des entreprises qui demeurent de taille réduite, et dans certains cas les propriétaires ne s'impliquent pas dans la gestion de l'entreprise. Par ailleurs, d'autres travaux affirment que «la petite entreprise est avant tout une entreprise, juridiquement sinon financièrement, indépendante, opérant dans des secteurs primaires manufacturiers ou des services et dont les fonctions incombent le plus souvent à une seule personne, sinon à deux ou trois, en général seul propriétaire de capital. On relèvera l'exception des secteurs coopératifs et non traditionnels ».<sup>14</sup>

D'autres propositions de définitions de la petite structure ont été avancées, mais l'analyse de l'ensemble montre que malgré l'hétérogénéité caractérisant la petite structure, cette dernière a sa propre existence, ainsi que sa capacité à faire face non seulement aux mutations profondes qui ont affecté le système productif mais surtout à en profiter. Toutefois un certain nombre de particularités communes se manifeste tant dans l'activité de l'observation que dans l'analyse de la littérature, c'est ce qui nous aide à mieux comprendre la réalité des PME en Algérie.

## **12 la question récurrente de la taille de l'entreprise**

En ce qui concerne la présence des PME sur les marchés internationaux, un certain nombre de travaux dévoilent qu'elle est restreinte, alors que leur contribution à l'échelle des économies nationales dans la

<sup>10</sup> M. P. ROUSEAU, *Le management des économies locales*, Eyrolles, Paris, 1989.. p.5

<sup>11</sup> N. C. CHURCHIL, V. L. LEWIS, *Les cinq stades de l'évolution d'une P.M.E*, Harvard expansion, 1983, p.87

<sup>12</sup> P. A. JULIEN, M. MARCHESNAY, *La petite entreprise*, 1987, Vuibert, p.56

<sup>13</sup> P. A. JULIEN, M. MARCHESNAY, op. cit. p.55

<sup>14</sup> P. A. JULIEN, M. MARCHESNAY, op. cit. p.56



création d'emplois, la participation au produit intérieur brut ou la vulgarisation des nouvelles technologies est notoire.

De plus, la mondialisation se dévoile avant tout comme une nécessité industrielle d'économie d'échelle pour l'entreprise spécialisée. Cette dernière doit distribuer ses coûts croissants des facteurs de production sur l'espace géographique le plus grand possible. A cet effet, 12 à 20% de la population totale concernée par les PME exportatrices et apport dans leur chiffre d'affaires minime, peut expliquer pourquoi la conquête des marchés internationaux a été généralement appréciée comme la chasse gardée des grandes firmes. Nous notons que, « l'état des connaissances en témoigne amplement dans la mesure où l'essentiel des théories disponibles difficilement applicables aux PME. »<sup>15</sup> L'analyse du processus de l'échange international dans les développements suivants mettra en relief les aspects géographiques et structurels, qui ont permis de repérer les transformations sur le plan du contenu et du contenant des exportations.

## 12. La critique des économies d'échelle

Une des principales raisons qui encourage les pays à se spécialiser dans des produits qu'ils fabriquent relativement bien, c'est la différence de leurs ressources ou de leur technologie. Cela précise que l'unique raison pour laquelle les pays font des échanges entre eux se trouve dans les différences entre pays. Pour ainsi, il s'agit des modèles dans lesquelles le commerce international était établi sur l'avantage comparatif, d'où était écartée l'existence de monopole.

Nous notons une deuxième raison qui consiste dans l'introduction des économies d'échelle (ou rendements constants) qui offre un avantage pour chaque pays qui en fait, se focalise sur la production uniquement d'une variété limitée de biens et services. Les économies d'échelle conduisent en principe à une structure de marché différente qui est la structure de la concurrence imparfaite (existence de monopole ou oligopole).

Dans cette situation qui confère à la grande entreprise un avantage par rapport à la petite entreprise, deux thèses s'affrontent. La première, pour laquelle la grande taille traditionnellement considérée comme facteur d'efficacité est seule en mesure de capter les fruits des économies d'échelle. Pour les partisans de la deuxième thèse, la PME possède des conditions d'efficacité qui lui sont propres et lui permettent d'enranger les économies d'échelle, si on prend en considération l'environnement dans lequel elle évolue.

### A. Présentation des économies d'échelle

Les analyses des différents courants convergent vers la définition suivante : « Lorsque à une augmentation proportionnelle de tous les facteurs correspond un accroissement de la production de même proportion, on dit que les rendements sont constants à l'échelle. »<sup>16</sup>. Ces rendements se traduisent par des coûts moyens constants. Mais généralement pour des raisons techniques et d'organisation, la production augmente dans une proportion plus forte (cela signifie que les rendements sont croissants et les coûts moyens sont décroissants), et à partir d'un certain stade les rendements d'échelle s'épuisent, la production croît dans une proportion plus faible que la quantité des facteurs (cela exprime que les rendements d'échelle sont décroissants et que les coûts moyens croissants). Nous distinguons premièrement, les économies internes d'échelle « existent lorsque le coût par unité dépend de la dimension des firmes individuelles mais pas nécessairement de la dimension de l'industrie. »<sup>17</sup>. Deuxièmement, les économies externes d'échelle

---

<sup>15</sup> A. JOYAL, P. A. JULIEN, L. DESHAIES, C. RAMANGALAHY, *Typologies des comportements stratégiques des PME exportatrices*, mars 1996, Gestion, volume 21, n°1, p.29

<sup>16</sup> J. LECAILLON, *Analyse micro-économique*, 1967, Cujas, p.88

<sup>17</sup> P. R. KRUGMAN, M. OBSTFELD, *Economie internationale*, Boeck Université, 2003, p.140

<sup>17</sup> Idem, p.139

<sup>17</sup> C. PICORY, *PME incertitude et organisation industrielle, une mise en perspective théorique*, Economie industrielle 1<sup>er</sup> trimestre 1994 N° 67, p.46

« existent lorsque le coût par unité dépend de la dimension de l'industrie mais pas nécessairement de la dimension d'une firme quelconque en particulier. »<sup>18</sup>

Schématiquement, les économies d'échelle se présentent sous forme d'une courbe en « U » sur laquelle toute entreprise a un niveau d'avantages et d'inconvénients. A ce niveau là, l'entreprise n'a aucun privilège ni à augmenter ni à diminuer sa production. Ceci laisse déduire, qu'il existe des entreprises représentatives dont la taille pourrait être appréciée comme optimale. La définition précédente nous montre que les coûts unitaires changent avec la quantité des facteurs. Effectivement, par prolongement, c'est souvent, en fonction de la taille des unités que les changements des coûts sont évalués. On se situe alors par rapport à une véritable extension de la dimension des unités avec tout ce que cela entraîne comme changements (création de produits nouveaux, introduction de nouvelles spécialités, etc.)

Plusieurs travaux ont contesté la courbe en « U ». Des méthodes ont été utilisées pour analyser l'évolution des coûts en fonction de la dimension de la firme. Parmi ces méthodes<sup>19</sup>: les méthodes d'analyses des évolutions des coûts, les méthodes statistiques, l'approche de l'ingénieur, la technique du survivant, l'analyse de l'évolution de la rentabilité des firmes en fonction de leur dimension. Ces méthodes ont démontré qu'il existe des « seuils de dimension critique ».

En fait, l'utilisation de ces méthodes<sup>20</sup> dans des analyses empiriques confirme l'existence des économies d'échelle. Mais en ce qui concerne la « taille optimale », l'affirmation de son existence connaît des divergences pour les raisons suivantes :

- Dans un même secteur les conditions de production diffèrent d'une entreprise à une autre ;
- Il existe dans les pays développés une distribution asymétrique durable des firmes selon la taille « qu'il conviendra de nuancer par le turnover important de ce type de firmes, rien ne garantit que cette distribution observée ne prendra en compte que les PME pérennes. Dans le cas contraire, l'incapacité des PME à atteindre la masse critique pour bénéficier des économies d'échelle, se manifesterait sans qu'elle se traduise sur la distribution en raison de renouvellement permanent de la population. Sans cette hypothèse il resterait cependant à expliquer l'asymétrie persistante en faveur des PME. »<sup>21</sup>

En définitive toutes les observations prouvent qu'il existe une corrélation positive entre la diminution des coûts et l'accroissement de la taille qui constitue toujours une source d'avantages. Seulement, la question relative à l'existence des économies d'échelle reste posée, nous notons que :

- La théorie postule l'existence des déséconomies d'échelle, dues aux problèmes de gestion. Actuellement, l'utilisation des techniques modernes allège la tâche des managers.
- Les contraintes qui surgissent (technologiques, commerciales) à partir d'une certaine dimension et provoquent une augmentation des coûts sont actuellement plus ou moins maîtrisables.

En conséquence, tous les économistes industriels abandonnèrent l'image de la courbe en « U » et la notion de la taille optimale disparaît. Dans tous les secteurs<sup>22</sup>, les firmes connaissent une taille minimale optimale (TMO) où se présentent des occasions pour faire diminuer les coûts unitaires. Cette taille constitue un « seuil critique » avec des « seuils de dimension ». Il est probable d'accepter l'existence d'un palier dont l'importance change en fonction des activités, à la terminaison de ce palier les coûts peuvent parfois augmenter.

---

Dans ses travaux, A. Marshall [1890-1892] a formulé les concepts d'économies d'échelle internes à l'entreprise ; économies d'échelle internes à un système territorial de firmes (le district), mais externe à l'unité élémentaire de production et économies d'échelle internes à un système territorial d'entreprises : le secteur industriel.

<sup>19</sup> Y. MORVAN, *Les fondements d'économies industrielles*, 1985, *Economica*, p.167

<sup>20</sup> Idem

<sup>21</sup> C. PICORY, op. cit. p.45

<sup>22</sup> Y. MORVAN, op. cit. p.169

Nous constatons que la plupart des courants confirment l'existence des économies d'échelle, mais les divergences persistent vis à vis de la taille optimale. Il est plus judicieux de connaître les sphères industrielles où les économies d'échelle sont déterminantes et celles où elles ne le sont pas : c'est aussi limiter « l'ambition » de la PME à coopérer dans le développement économique et social.

#### B. Les économies d'échelle et l'organisation des activités productives

Les partisans de la grande taille défendent sa supériorité en matière d'efficacité productive. Ils confirment qu'elle serait mieux gérée et qu'elle constituait une solution rationnelle aux problèmes d'organisation des activités productives. Par conséquent, elle serait généralement plus compétitive que la petite entreprise. Cet argument est basé sur les faits suivants (contestables faute de vérifications statistiques) :

- La grande firme bénéficie d'une grande capacité à mobiliser les moyens indispensables à l'investissement et à couvrir le risque dans le but de diminuer certains coûts par économies d'échelle internes.
- Les grandes entreprises peuvent allouer des capitaux importants pour la recherche et le développement, SCHERER<sup>23</sup> a montré que 90% des dépenses américaines sont concrétisées par les grandes firmes. D'ailleurs les innovations des produits exigent des financements considérables (COHEIN et LEVIN)<sup>24</sup>, en plus il existe des économies d'échelle relatives à la taille des laboratoires (COHEN et KLEPPER)<sup>25</sup>.

Mais, l'analyse de gestion révélait d'autres faits, plus spécialement, la crise du milieu des années 1970 qui confirmait les limites de l'organisation du modèle lourd. Elle démontrait que les coûts de coordination internes ont tellement augmenté que, les grandes entreprises étaient obligées d'entamer une opération de restructuration pour arriver à une certaine décentralisation, qui leurs permettrait une réduction des coûts de coordination. Mais au contraire « aux décisions d'ordre se substituent les décisions de contrôle qui s'avèrent beaucoup plus complexes au sein des groupes ».<sup>26</sup>

D'ailleurs les travaux de KALDER<sup>27</sup> montrent qu'ils existent des déséconomies d'échelle liées à l'organisation des grandes firmes. La taille de ces dernières, dépend du rapport entre le coût de l'organisation des transactions sur un marché et le coût de ces transactions au sein de la firme, susceptible d'accomplir cette tâche au plus bas coût. De même, le coût de l'organisation résulte des autres activités que la firme effectue.

En ce qui concerne la recherche, SCHERER<sup>28</sup> montre que la taille de l'organisation n'est pas le seul déterminant du processus d'innovation. L'efficacité de la recherche peut dépendre, de la nature de l'organisation et des coûts associés. GUERCI<sup>29</sup> confirme qu'une partie considérable de la recherche est inopérante et onéreuse. Car malgré, les découvertes relatives aux nouvelles ressources, les grandes firmes tiennent toujours aux anciennes ressources. Ces capitaux consacrés à la recherche et leur accroissement au fil des années ne reflètent pas les dépenses utiles et le rendement des grandes firmes dans le domaine de l'innovation. Par contre, ils reproduisent une certaine bureaucratisation et une certaine inefficacité de gestion.

Dans ce sens, P. ROOS avait prévu le futur en montrant que dans le domaine de l'automobile, « l'atomisation de la demande entraîne l'augmentation du nombre de modèles et de versions et par suite, la réduction de la taille des séries. Les très grandes séries standardisées ne sont donc plus adaptées au marché.

---

<sup>23</sup> C. PICORY, op. cit. p.46

<sup>24</sup> C. PICORY, op. cit. p.44

<sup>25</sup> Idem

<sup>26</sup> P. A. JULIEN, M. MARCHESNAY, op.cit. p.28

<sup>27</sup> C. PICORY, op. cit. p.46

<sup>28</sup> Idem

<sup>29</sup> Idem

(...), l'apparition des déséconomies d'échelle" dues à la trop grande taille des installations et la fin de toute production de masse. Celle ci serait remplacée par un régime de "spécialisation flexible."<sup>30</sup>

En outre, l'analyse des avantages comparatifs (PME -grande firme) en termes d'organisation, nous révèle que la PME, dispose des capacités si nous tenons compte de l'environnement dans lequel elle exerce ses activités, qui lui permettent de participer activement au développement économique et social. Généralement, ces entreprises jouissaient d'une prédisposition pour envisager des stratégies dans des environnements pénibles. Les transmutations effectuées aux formes d'intégration de l'économie dans la société ont favorisé l'adaptation à des situations en perpétuelle mutation. Les anciennes structures ont connu plus de flexibilité. De nouvelles formes d'organisation ont incité des changements dans le tissu des entreprises toutes tailles confondues.

Somme toute, les économies d'échelle et les avantages comparatifs contribuent, selon leur importance à déterminer la structure des échanges dans le cadre du commerce international.

Le commerce inter branche représente l'avantage comparatif. Ce type d'avantage demeure important dans le développement des échanges internationaux. Par contre, le commerce intra branche ne traduit pas l'avantage comparatif, il reflète les économies d'échelle. « Ce sont les économies d'échelle qui détournent chaque pays de fabriquer toute la variété des produits pour son propre compte, ainsi les économies d'échelle peuvent être une source indépendante de l'échange international. »<sup>31</sup>

---

<sup>30</sup> P. ROOS, P. ROOS, L'automobile, Economica, Paris, 1992. p.115

<sup>31</sup> P. R. KRUGMAN, M. OBSTFELD, op. cit. p.158

## Section 2. L'internationalisation des PME

### 21 Le besoin d'un développement théorique

La promotion de la PME est venue en Algérie dans un contexte de relance économique et particulièrement, la diversification des sources de croissance hors hydrocarbures. Ceci nous a incité à analyser très finement le rôle de la taille de l'entreprise dans l'exportation, d'essayer de voir si le commerce international est-il une chasse gardée de la grande entreprise, et si certaines PME sont-elles condamnées à n'exporter que temporairement ? Nous avons opté d'orienter notre attention sur les différentes approches relatives à l'internationalisation des PME.

#### A. La nécessité d'une réflexion

Divers travaux essaient d'analyser le faible engagement des PME dans la conquête des marchés internationaux en insistant sur le fait qu'elles confrontent les contraintes internes qui se rapportent aux difficultés des ressources et des pratiques internationales, et ainsi que les contraintes externes attachées aux exigences du commerce international et des spécificités des pays qui exportent.

Malgré l'ampleur des travaux sur l'internationalisation des PME durant les deux dernières décennies, les résultats révèlent une faible amélioration des connaissances. Les interprétations typiquement méthodologiques, le morcellement des efforts de recherche entre les différentes disciplines encourage la persistance d'une vision fragmentaire de la problématique de l'exportation. De plus, « En raison de son mode organique de fonctionnement, et contrairement à ce que l'on peut observer dans les grandes entreprises, l'essor des exportations par les PME dépasse le cadre d'une fonction en particulier et requiert par ailleurs l'intégration des apports issus des différentes disciplines qui ont abordé ce problème »<sup>32</sup>. Certains spécialistes en entrepreneuriat tels que W. B. GARTNER et H. H. STEVENSON préconisent que pour l'avancement de la recherche, il est nécessaire de favoriser la réflexion sur ce que font les entrepreneurs, et sur leurs comportements par exemple, et non sur ce qu'ils sont, comme leurs profils ou bien sur leurs spécificités.

#### B. Les facteurs explicatifs du comportement des firmes exportatrices

Les recherches sur les comportements des firmes qui s'engagent dans une démarche d'internationalisation peuvent être groupées suivant trois visions :

##### ❖ L'approche par les stades d'internationalisation

La première forme est désignée de linéaire. Les études qui s'y rattachent insinuent que le développement des exportations s'entreprend suivant un modèle renfermant un nombre d'étapes définies. Cette approche se réfère de manière implicite aux théories de la croissance. Elle suppose que l'internationalisation des entreprises s'effectue d'après un processus en séquence regroupant des étapes différentes. Chacune des étapes se distingue par des comportements et des besoins particuliers. Franchir d'une étape à une autre, nécessite le renforcement de la mobilisation des entrepreneurs et des ressources d'un côté ; et de la performance de l'entreprise de point de vue du taux de croissance et parts de marché de l'autre. Dans cette perspective deux courants sont à différencier :

- Le premier est associé à la tradition volontariste qui souligne que le comportement d'une entreprise est assujéti aux directives de son dirigeant. En ce sens que l'essor des exportations est envisagé comme la conséquence d'une suite de processus décisionnels<sup>33</sup>.
- Le deuxième courant s'attache à la tradition déterministe qui préconise que le comportement d'une entreprise est décidé par les opportunités d'épanouissement et les risques que présente son environnement. Son développement est déterminé par sa prédisposition à s'adapter à toutes les

<sup>32</sup> A. JOYAL, P. A. JULIEN, L. DESHAIES, C. RAMANGALAHY, op. cit. p.29

<sup>33</sup> A. JOYAL, P. A. JULIEN, L. DESHAIES, C. RAMANGALAHY op.cit. p.30

éventualités. L'accroissement des exportations se base ainsi sur le contrôle des marchés et des opérations d'exportation.

Des études ont mis en relief des typologies davantage complexes qui associent de manière implicite les principes de base susmentionnés. Cette approche a l'avantage de se reposer sur le fait que, les entreprises exportatrices ne forment pas une population homogène, d'où elles ne peuvent pas bénéficier d'un plan d'aide standard. Le point faible de cette approche réside dans son caractère statique, (exemple : le passage d'un stade à un autre est expliqué par un certain nombre de facteurs, ces derniers ne sont pas définis.)

#### ❖ La vision descriptive

Elle s'intéresse principalement à reconnaître les particularités qui distinguent les entreprises exportatrices de leurs homologues non exportatrices.

Dans ce sens, les politiques de promotions des exportations sont suffisamment exploitées dans les différents pays quel que soit leur niveau de développement. Leurs auteurs se sont basés sur des études macroéconomiques reliant de manière positive l'accroissement des exportations à celle du revenu réel national ou sectoriel. En effet, grâce aux bases de données existantes, la relation entre exportation et croissance a été repensée à partir des réalités microéconomiques :

- Certaines études<sup>34</sup> concernant les pays industrialisés utilisent largement des bases de données microéconomiques et mettent en lumière une relation assez forte entre performance à l'exportation et efficacité productive. Les résultats communs à ces cas observés révèlent que, les firmes exportatrices sont plus grandes et plus productives que les firmes non exportatrices. Ces différences de performance devancent l'accès sur le marché d'exportation, ce qui peut être souvent considéré, en tant qu'effet d'auto sélection. Sur le plan théorique, ce résultat s'explique par le fait qu'en présence de coûts fixes relatifs à l'exportation, la concurrence de marché conduit à ce que seules les entreprises les plus efficaces peuvent davantage se développer à l'international. Les entreprises peu efficaces se contentent du marché local, par contre, les entreprises les moins efficaces sont obligées à un moment donné de quitter le marché.
- Un autre résultat affirme que l'intensité d'exportation affecte de manière particulière la prime d'exportation. Cette dernière augmente quand les exportations ont un pourcentage plus élevé du chiffre d'affaires de l'entreprise. À l'inverse du premier résultat, celui-ci soutient surtout une causalité qui irait des exportations vers la productivité des firmes. Ceci peut s'expliquer en théorie par l'apprentissage. Les firmes exportatrices exploiteraient des gains d'apprentissage plus notables que les firmes non exportatrices.

#### ❖ L'approche par les stratégies concurrentielles

Cette vision se préoccupe de l'étude des déterminants endogènes à savoir, l'entrepreneur, la structure, la stratégie etc., et exogènes comme l'industrie, les conditions d'internationalisation, etc. Et leur impact sur l'efficacité des entreprises qui exportent. Les différents travaux s'inscrivant dans cette voie peuvent permettre de diviser en trois groupes distincts les facteurs explicatifs du comportement et des performances des firmes exportatrices:

##### • Facteurs rattachés aux dirigeants

On considère que l'entrepreneur jouit d'un rôle majeur dans l'engagement et la performance de la PME dans la conquête des marchés internationaux. Certains de ses caractères sont mis en relief tels que :

- Attitudes : expérience en marketing international, perception des affaires, connaissance des marchés potentiels, maîtrise des objectifs de l'entreprise etc.
- Caractéristiques socio- démographiques : le degré de créativité, la combativité, le sens du risque, l'aptitude d'innovation, etc.

---

<sup>34</sup> F. BELLONE, BELLONE, P. MUSSO, L. NESTA, M. QUERE, Caractéristiques et performances des firmes exportatrices françaises, Revue de l'OCDE, juillet 2006, p 184

- Caractéristiques psychologiques : l'âge, le niveau d'instruction, l'expérience professionnelle, maîtrise des langues étrangères, accès à la documentation spécialisée, facilités et réseaux de contacts.
- Perception de la gestion : acquisition de l'information, vision d'expansion des activités, planification.

- Facteurs rattachés à l'entreprise

Tous les facteurs concernant la firme sont identifiés soit en tant que stimulants ou bien en tant que contraintes à l'épanouissement des exportations. Cette catégorie de facteurs touche les problèmes organisationnels et ceux de gestion que confronte la PME.

Parmi les spécificités organisationnelles les plus signalées : la capacité suffisante de production, les expériences en matière d'exportation, gamme des produits et services. Par ailleurs, les facteurs liés à la gestion concernent, la structure, la stratégie, la capacité des ressources humaines en matière d'exportation, les systèmes de gestion mis en place, les problèmes liés au marketing (segmentation des marchés, réseaux de distribution, services après ventes etc.).

- Facteurs rattachés à l'environnement

Ces facteurs endogènes sont appréciés soit comme stimulant qui favorise le développement international de l'entreprise ou bien au contraire, ils constituent un obstacle au développement des exportations. Ces facteurs concernent les spécificités socio-économiques ainsi que le cadre juridique du pays d'origine et des pays d'accueil. Du côté du pays d'origine, parmi les facteurs les plus généralement évoqués : la saturation du marché national, l'accentuation de la concurrence, les programmes d'appui à la promotion de la PME, les canaux de distribution mis en place etc. Parmi les facteurs relatifs aux pays constituant l'espace d'internationalisation: le taux de change, la complication des procédures douanières ainsi que bancaires, le degré du risque, la législation sociale, les canaux de distribution, les moyens de communication, etc.

## 22. Les avantages récents de la petite taille

Il est généralement, admis que les désavantages de la petite organisation en matière d'exportation résident dans son incapacité à mobiliser les moyens financiers, les informations et les ressources humaines nécessaires. Vu les nouvelles tendances de l'échange international, et l'engagement à l'international des entreprises, il nous semble que les atouts nouveaux et particuliers de la petite dimension sont la flexibilité et la spécialisation.

### A L'avantage de flexibilité

De nos jours, la PME présente une double flexibilité géographique et structurelle. La dimension des PME ainsi que leur développement international fréquemment moins consistant (faibles investissements en filiales), leur procurent sur des marchés nouveaux plus d'occasions que les grandes firmes. En fait, l'entreprise privilégiée, c'est celle la plus souple, qui se porte rapidement sur des marchés et arrive à se désengager partiellement pour être sur des marchés plus avantageux. Par rapport aux structures des grandes firmes, celles des PME sont généralement informels et peuvent être aisément modifiables, car les mutations d'organisation nécessitent des délais moins longs.

Cette flexibilité de la structure offre plus d'opportunités de partenariats avec l'étranger, surtout qu'actuellement la plupart des pays réclament ce type d'initiatives pour la relance de leurs économies. La prise de décision concernant le désengagement ou bien l'implantation, est plus rapide au niveau de la PME grâce à la simplicité de sa structure, son organigramme comporte beaucoup moins de niveaux hiérarchiques par rapport à la grande firme.

### B. L'avantage de spécialisation

Plusieurs travaux ont montré que certaines entreprises de taille réduite sont des leaders mondiaux sur des segments de marché très fins qu'ils détiennent. A cet égard, le cas de la sidérurgie italienne et celui

de l'automobile allemande sont édifiants. La spécialisation intensifie la performance de l'entreprise, car l'internationalisation d'un produit ou bien d'une gamme de produits limitée décharge l'entreprise de la gestion de divers métiers en même temps. Sur le plan financier, les aboutissements sont plus probants par rapport à l'entreprise diversifiée, qui est continuellement préoccupée pour accroître ses parts sur le marché national et exporter ses produits.

La plupart des études sur le comportement international des PME ne sont pas parvenues à préciser le véritable rôle de la taille dans l'ouverture internationale. Mais, elles reconnaissent une différenciation entre la probabilité de l'entreprise à exporter, qui semble être une fonction croissante (parmi d'autres facteurs) de la taille de l'entreprise (en volume des ventes) ; et la propension à exporter, (C'est à dire la capacité à augmenter en terme absolu et relatif, le poids de l'exportation dans l'entreprise) dont aucun élément ne témoigne qu'elle est liée à la dimension. Si la taille demeure une entrave pour le développement international et non pas dans la propension à exporter ; deux questions se posent: les PME sont-elles sur le plan de l'exportation une catégorie pertinente ? Quels sont les critères liés ou non à la taille, qui entravent l'engagement à l'international de l'entreprise ? La multiplicité et la complexité des facteurs influant sur la constitution de ce type d'entreprises laissent supposer qu'elles forment une population hétérogène et que la taille réduite ne peut ainsi être que relative.

Il est communément connu que la PME éprouve des difficultés pour mobiliser les moyens financiers et humains, afin de s'ouvrir et se développer sur les marchés d'exportation. Les obstacles qu'elle rencontre lors de son développement international, ne sont pas tout à fait distincts des options de croissance ou de non-croissance des PME. Effectivement, l'ouverture internationale peut accroître les faiblesses coutumières. Par contre, il n'est pas confirmé qu'elle provoque de manière exclusive des gênes, on se réfère souvent à des marchés internationaux qui ont charmé des patrons de plusieurs PME, méconnaissant les problèmes et amenés à risquer les déboires.

En ce sens, divers travaux sur le comportement des PME à l'international insistent sur la dimension des déterminants spécifiques de la firme dans son développement international, mais notent qu'un certain nombre de variables définissent la performance des firmes dans le processus d'ouverture internationale. Ainsi, la réussite d'une opération d'ouverture extérieure dépend non seulement des avantages strictement économiques tels que : le prix, la technologie, le positionnement concurrentiel etc., mais également de la qualité de la gestion et des motivations de la direction. Certains déterminants<sup>35</sup> du comportement à l'exportation sont communément utilisés, comme les avantages différentiels (intensité technologique, possession d'un produit unique, proximité du marché, volume des ventes), l'intensité des aspirations managériales (aspiration à la croissance, aspiration à la sécurité des marchés), anticipations du management quant aux effets de l'exportation sur la croissance, niveau d'engagement du marketing à l'exportation (planification du marketing), l'existence systématique d'une possibilité d'exporter, etc.

D'autres travaux plus récents<sup>36</sup>, qui abordent dans le contexte actuel les performances des entreprises exportatrices françaises, nous éclairent sur le comportement des PME à l'exportation. Cette analyse fait ressortir des appréciations qui révèlent que vu le comportement des PME françaises à l'exportation une taille critique (évaluée en effectifs) mérite d'être retenue. « Cette taille, établie empiriquement, est de 20 salariés pour les firmes exportant vers les pays développés lointains, et de 100 salariés pour les entités opérant dans les pays en développement lointains. »<sup>37</sup> Ce résultat rejoint les conclusions d'autres travaux<sup>38</sup> qui indiquent qu'en deçà de 20 effectifs l'entreprise est trop petite pour exporter.

Malgré qu'il n'existe pas d'accord de fond sur la délimitation des PME, il a été possible grâce à l'analyse des préoccupations de certains auteurs de mettre en évidence des caractéristiques communes aux

---

<sup>35</sup> P. JOFFRE, *L'entreprise et l'exportation*, Ed. Vuibert, Paris, 1987, p.58

<sup>36</sup> N. CECI, B. VALERSTEINAS, *Structure et comportement des entreprises exportatrices françaises*, Economie et Prévision, 2006/1, N°172

F. BELLONE, BELLONE, P. MUSSO, L. NESTA, M. QUERE, *Caractéristiques et performances des firmes exportatrices françaises*, Revue de l'OCDE, juillet 2006

<sup>37</sup> idem

<sup>38</sup> Journal of small business Management (41) 1, 2003



définitions. Tous ces traits prescrivent la persuasion d'une gestion particulière de la petite structure, mais en même temps permettent de faire ressortir concrètement sa capacité à s'adapter à la complexité de l'environnement et de montrer que cette délimitation des PME est totalement en fonction de leur poids dans l'économie nationale. En matière de développement des PME, l'OCDE préconise les enseignements suivants, sans égard à la région ni au niveau de développement du pays :

- Les actions à mener en direction du développement des PME, exigent d'opter pour une stratégie transversale touchant plusieurs aspects (les actions à tous les niveaux.). D'ailleurs, « dans les pays en transition et en développement, toute stratégie de développement des PME doit en conséquence s'intégrer dans une stratégie nationale de développement et /ou de croissance et de lutte contre la pauvreté. »<sup>39</sup>
- Le dialogue et les partenariats entre les acteurs économiques et sociaux incitent les parties impliquées à se préoccuper de ces stratégies. (stratégie nationale et ses subdivisions). Ils soutiennent leur réalisation, tout en leur permettant d'être crédibles sur le plan politique et de respecter les délais impartis. « Instaurer un dialogue soutenu et des partenariats solides entre les parties prenantes au service de la mise en œuvre et de l'évaluation des mesures de soutien, singulièrement des mesures visant à renforcer les capacités des organismes d'exécution, permettant d'améliorer les résultats obtenus. »<sup>40</sup>
- La contribution des femmes dans les activités du secteur privé, et leur aide incontestable en matière de réduction de la pauvreté, mérite que « la question de la parité doit être au centre de l'ensemble des stratégies et programmes de développement des PME, et donner lieu à des initiatives complémentaires spécifiques et ciblées pour remédier aux principaux blocages. »<sup>41</sup>

Cependant, nous pouvons déduire d'une part, que le critère de la taille est relatif, il ne constitue pas un obstacle rédhibitoire à l'exportation. D'autre part, d'autres critères sont plus profitables mais, ceci dépend du comportement de l'entrepreneur et de sa capacité à s'ouvrir vers d'autres perspectives.

L'étude de certaines théories que nous venons d'entreprendre, jugées par nous profitables, dans le cadre de notre projet de recherche, nous a permis de noter que l'interprétation théorique du comportement des PME est en face d'une alternative. Elle est soit générale, et ainsi, elle ne traduit pas la réalité de leurs pratiques ou bien, elle prend un aspect distinct, en prétendant représenter de manière recevable uniquement certains courants.

Dans les développements subséquents embrassant l'analyse des PMI étudiées, nous avons tenu compte de cette difficulté afin de coïncider à la réalité la théorie, qui doit prendre en considération les problèmes économiques dans une perspective qui se renouvelle perpétuellement. Sachant, que les différents dispositifs mis en place à travers les réformes économiques, ont entraîné des mutations notables dans la petite et moyenne entreprise en générale et la PMI en particulier.

---

<sup>39</sup> OCDE, op. cit. p.31

<sup>40</sup> OCDE, op. cit. p.32

<sup>41</sup> Idem

## Chapitre II Conception du système d'information concernant la PMI des wilayas d'Oran et de Mostaganem

### Section 1 Le cadre méthodologique

Le choix délibéré d'Oran et de Mostaganem est justifié principalement par le caractère spécifique inhérent à la fois à la densité des populations et au fort taux d'employabilité des ressources déjà existantes. Ces deux villes forment le tissu industriel le plus dense dans la région ouest du pays. En plus, Oran est la deuxième région industrielle du pays, connaissant une forte concentration de PME, soit presque 4,69% de l'ensemble des PME au niveau national. Par contre, Mostaganem compte 1,59%. En ce qui concerne le taux de concentration par habitant, Oran comptabilise 13,54‰ habitants et Mostaganem 9,07‰, alors que la moyenne nationale est de 12,33‰ habitants<sup>42</sup>. Dans ce domaine, l'Algérie est classée en deçà des standards internationaux.

Pour bien cerner l'objet étudié, nous nous sommes référés à la typologie de la PME adoptée par la loi promulguée, ayant pour objet de définir les PME et les mesures d'aide et de soutien à leur promotion<sup>43</sup>. Dans ce cadre, « la PME est définie, quel que soit son statut juridique, comme étant une entreprise de production de biens et/ou de services :

- employant une (1) à (250) personnes<sup>44</sup> ;
- dont le chiffre d'affaires n'excède pas 2 milliards de Dinars ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 500 millions de Dinars, et qui respecte les critères d'indépendance.<sup>45</sup>

En ce qui concerne la répartition des entreprises par taille, cette loi présente une distinction très claire entre moyenne, petite et très petite (micro) entreprise, les données du tableau suivant expriment bien cette tendance.

**Tableau 1 Les types d'entreprises selon la taille**

Type d'entreprise	Nombre d'employés	Chiffre d'affaires en DA	Bilan annuel en DA
Très Petite	1-9	Moins de 20 millions	Moins de 10 millions
Petite	10-49	Moins de 200 millions	Inférieur à 100 millions
Moyenne	50-250	200 millions-2 milliards	100-500 millions

Source : le Journal Officiel de la République Algérienne n° 77 du 15 décembre 2001.

Toutefois, ce texte est plus précis que tous les textes précédents. Il discerne entre les différents seuils à prendre en considération : les effectifs, l'année comptable, le chiffre d'affaires, le bilan annuel. De plus, certains seuils peuvent faire l'objet de révision. Mais, aucune distinction n'est prise en considération pour différencier entre les secteurs d'activités. Dans ce cadre, certains travaux<sup>46</sup> montrent bien qu'il est utile de faire la distinction entre le secteur manufacturier et celui des services, surtout quand il s'agit d'une industrie sujette à la concurrence internationale. De même, d'autres recherches<sup>47</sup> signalent que les entreprises relevant du secteur des services

<sup>42</sup> MIPMEPI, Alger, 2012

<sup>43</sup> JORA, 2001

<sup>44</sup> Personnes employées : le nombre de personnes correspondant au nombre d'unités de travail-année, c'est-à-dire au nombre de salariés employés à temps plein durant une année.

<sup>45</sup> Entreprise indépendante : entreprise dont le capital n'est pas détenu à 25% et plus par une ou plusieurs autres entreprises ne correspondant pas à la définition de PME.

<sup>46</sup> Biales et Rolland, op. cit.

<sup>47</sup> Kalika, op. cit.

emploient moins d'actifs financiers par rapport aux entreprises industrielles. D'ailleurs, vu la faible production de l'industrie algérienne, il est judicieux de prendre en considération cette distinction, surtout que l'Algérie est en pleine phase de transition et d'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'union européenne,<sup>48</sup> où la concurrence outre-méditerranéenne risque de fragiliser de plus en plus les entreprises industrielles.

La revue de la littérature dédiée aux méthodologies de la recherche montre que certains auteurs conseillent d'utiliser conjointement des techniques quantitative et qualitative pour appréhender la même réalité<sup>49</sup>. Ce qui permettra de compenser les faiblesses de l'une des méthodes par les forces de l'autre et vice versa. L'objet étudié a été apprécié sous des points de vue d'approche distincts et ainsi réduire la marge du risque afin que les résultats de la recherche ne soient pas assujettis à une méthode maintenue. Cette approche a donc été retenue dans ce travail.

Le recueil des données qui ont servi à la conception de notre système d'information s'est déroulé en deux phases :

- La 1<sup>ère</sup> phase de recueil de données auprès des sources d'informations : Office national des Statistiques, Ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement, Direction PME (Oran et Mostaganem), Chambre de commerce (Oran et Mostaganem), Direction du registre de commerce (Oran et Mostaganem), Direction des Douanes ;
- La 2<sup>ème</sup> phase : Une enquête a été effectuée dont l'objectif est de peaufiner les bases d'observation de la 1<sup>ère</sup> étape.

## 11. L'enquête

En prenant en considération, la très forte hétérogénéité des PME, nous avons choisi les entreprises industrielles, éliminant de ce fait, toutes les activités tertiaires.

Nous avons procédé à l'état des lieux de ces entreprises en mettant en relief la petite et moyenne industrie, en employant les outils statistiques et l'étude empirique qui nous ont aidé à mieux maîtriser l'objet traité.

Notre analyse a suscité une enquête au niveau des deux villes choisies Oran et Mostaganem. A cette fin, nous avons procédé auprès de l'organisme de domiciliation de notre projet : le Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle-CRASC-, au recrutement de trois chargés d'enquête qui ont été appelés à commencer de prime à bord le travail en identifiant les sources d'informations. En fait, notre partenaire le ministère de la PME et de la Promotion de l'Investissement (MPMEPI) représenté localement par la Direction des PME et de la Promotion de l'Investissement (DPMEPI) a été totalement impliqué pour faciliter les conditions du déroulement de l'enquête.

Nous avons procédé à une enquête dans un objectif de toucher le propriétaire-dirigeant. Le choix de ce dernier comme interlocuteur a été confirmé par plusieurs auteurs, que celui-ci est principalement susceptible de fournir le maximum d'informations et de renseignements relatifs à son entreprise. A cet effet, nous avons réalisé la confection du formulaire électronique (et support papier). Il a été mis à la disposition des chargés d'enquête pour une meilleure collecte d'informations, afin de toucher le maximum de dirigeants d'entreprises. Dans ce sens, nous avons effectué des entretiens face à face d'environ une heure, avec le dirigeant d'entreprise. L'instrument utilisé était un questionnaire, connaissant que l'usage des supports traditionnels accessibles (en frais et temps) tels que l'envoi postal, l'internet ou autres n'est familier à la collecte d'information auprès des chefs d'entreprises et même mésestimé par eux.

---

<sup>48</sup> Accord d'association paraphé le 19 décembre 2001

<sup>49</sup> [J. C. Usunier](#), [M. Easterby-Smith](#), [R. Thorpe](#), Introduction à la recherche en gestion, *Économica*, 1993  
[F. Wacheux](#), Méthodes qualitatives et recherche en gestion, *Économica*, 1996

Ainsi, les entreprises de notre base de données regroupent d'une part, les informations recueillies auprès de certaines institutions en tant que sources d'informations, et d'autre part les informations collectées par nos soins auprès des dirigeants d'entreprises et qui viennent compléter notre base de données.

Les PMI retenues ont été choisies sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs. Eu égard à la définition de la PME présentée par la loi susmentionnée, ce sont les entités industrielles disposant d'un effectif inférieur à 250 salariés qui ont été sélectionnées. Le critère d'indépendance étant inclus du fait que toutes les PMI étaient indépendantes, non affiliées à des groupes. Par contre, les deux autres critères : le chiffre d'affaires en dinars et le bilan annuel en dinars n'ont pas été pris en compte à cause de l'inaccessibilité et l'incrédibilité de l'information.

Au regard de ce tissu industriel assez dense et qui suscite encore plus de préoccupations tant au niveau national que au niveau local, nous avons opéré une réflexion à la conception de notre système d'information concernant les PMI des deux villes choisies. Dans un souci de parvenir à l'objectif principal de ce projet, nous avons identifié trois types de logiciels qui nous ont permis de parachever notre travail. Il s'agit de : Excel, Access, Windev. La structure de cette base de données comporte plusieurs tabulations ; une petite et moyenne entreprise industrielle a le secteur d'activité, ayant aussi d'autres tabulations qui composent les segments d'activités. Par ailleurs, l'ensemble de ces différentes tâches, ont exigé une connaissance approfondie des caractéristiques des PME pour une meilleure maîtrise de leur structuration en général et celle des PMI étudiées en particulier.

## **12. Les caractéristiques des PME**

La décennie quatre vingt dix a été marquée par la réalisation du programme d'ajustement structurel dont les effets étaient assez marquants. Le secteur industriel a été le secteur le plus affecté, par une profonde récession. D'ailleurs, son déclin a été inégalement ressenti par les différents secteurs économiques.

Depuis cette période, les politiques économiques incitent sans relâche le recours aux petites et moyennes entreprises dans les stratégies de développement. La mobilisation des pouvoirs publics s'accroît de plus en plus, autour de problématiques qui concernent, le développement économique local, notamment comment transformer les faiblesses en potentialités de développement ? La question qui se pose régulièrement, est celle du secret de ces « amalgames » entre les acteurs économiques notamment les PME et leurs territoires. Ces derniers se voient dans l'obligation de prendre progressivement en charge leur propre développement. Sachant que, désormais un consensus domine autour de l'idée que le territoire est un enjeu stratégique qui doit investir dans une politique d'image, de différenciation/spécialisation, et mettre en valeur ses qualités. La mobilité grandissante des activités et la concurrence entre espace les obligent à tenter d'adopter des politiques d'attractivités ajustées à leur échelle. Dans le cadre de cette dynamique territoriale, les PME jouent un rôle essentiel dans le domaine de création des richesses et d'emplois.

En outre, ce recours est mis en relief par l'instauration de la stratégie industrielle qui requière le développement des pôles de compétitivité dont les entreprises jouent un rôle décisif. Dans ce sens, nous avons effectué une analyse approfondie des mesures d'appui mises en place à travers les dispositifs déjà existants et ceux nouvellement créés dans le cadre de la relance économique. Il s'agit des politiques incitatives et/ou dissuasives qui ont jusqu'à présent orientées ces entreprises.

# **Chapitre II Conception du système d'information concernant la PMI des wilayas d'Oran et de Mostaganem**

## **Section 2. Présentation du système d'information**

### **31. Présentation du système d'information des PMI d'Oran**

### **32. Présentation du système d'information des PMI de Mostaganem**

## Base de Données Oran

Secteur Activité	Classification	Nom Entreprise	Adresse	Nature Capit	Nbre. Empl	Rubrique Activité	
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES *	Petite 10-49	STE MOULIN FRERES ACHOURI SARL	HAI KSSAB N25 MISSEGRGHIN ORAN	privé	10	Farine	
		STE MOULINS BOUZIANI FRE SARL	148 HAMAMOUCHE ABED LES PALMIERS ORAN	privé	23	Farine	
		STE MOULINS DE L OUEST SARL	ZONE IND HAI EL KSAB LOT N03 MISSEGRGHIN	privé	24	Farine	
		STE MOULINS DJOUDI SARL	ZONE INDUSTRIELLE N16 HASSI BEN OKBA ORA	privé	13	Farine	
		STE MOULINS EL HASSI SARL	17 HAI BOUAMAMA EX PONT ALBIN ROUTE MIS	privé	10	Farine	
		STE MOULINS KALAFATE EURL	LOT 35 CITE NEDJIMA BP 1029 SIDI CHAMI	privé	20	Farine	
		STE MOULINS LES AMITIES SARL	NOUVELLE ZONE IND EL KERMA ORAN	privé	16	Farine	
		STE ORGANIC PRODUCTION SARL	1 RUE AKID OTHMANE EL ANCOR ORAN 3	privé	17	Farine	
		STE SEMOULERIE MINOT MESN SARL	ILOT 1 ,LOT 19-20 BP 111 EL KERMA ORAN	privé	17		
		STE SOCETRAM SARL	04 AVE ABOUDAREM STE EUGENE ORAN 31	privé	35		
		STE SORIM A SARL	BP 1949 ORAN EL MENAOUER ORAN 31	privé	29	Farine	
		STE TRANSFOR CEREAL OUEST SARL	RUE A N 23 CITE IBN ROCHD EX POINT DU JOUR	privé	10		
		TPE 1-9	CHERRADI YAHIA	155 ROUTE NATIONALE HASSI BOUNIF ORAN	privé	8	Farine
			ENT IND ALIMENT CEREAL & DERIV	RUE ZITOUNI AHMED OUED TLELAT ORAN	public	5	
			SAYAH KOUIDER	HAI DOUAR MAROC ES SENIA ORAN 31	privé	9	
			SAYAH MOHAMED	01 DOUAR AIN EL BEIDA ORAN	privé	4	
			SAYAH MUSTAPHA	37 DOUAR MAROC AIN BEIDA ES SENIA OR	privé	9	
			STE LES MOULINS BOUSFER EURL	NO 5 SI TARIK BOUSFER ORAN	privé	4	
			STE LES MOULINS DE MACTA SARL	28 BD DE L ALN ORAN 31	privé	7	
			STE MOULIN EL HAMOUL SARL	LOT N°20 B EL KERMA ORAN 31	privé	1	farine
STE MOULIN FRE HACHEMAOUI SARL	ZONE INDUST EL BOUHAIIRA N°56 LOT G MISSE		privé	8			
STE MOULIN HABOUR SARL	ZONE IND BP 20 OUED TLELAT ORAN 31		privé	1	farine		
STE MOULIN RAYON BLEU SARL	ZONE INDUSTRIELLE N 76 SIDI CHAMI ORAN	privé	8				
STE MOULINS SEMFAR CUB SARL	ILOT 6 LOT N 2 ZONE INDUSTRIEL EL KERMA	privé	7				
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES p	Moyenne 50-250	STE SFCPA SPA	ZONE IND NO 3 ES SENIA ORAN 31	privé	119		
	Petite 10-49	MEKAHLI FARAH	1051 RUE DU LAC MISSEGRGHINE ORAN	privé	20	dioules	
	TPE 1-9	BOUAYED CHAKIB RIAD	156.COOPERATIVE EL FELLAH POINT DU JOUR O	privé	1	PATES	
		FERAHI SOUAD	LOTISS 390 HAI CHAHID MAHMOUD 93 HASSI B	privé	4	les pates	
INDUSTRIES DIVERSES	Moyenne 50-250	ETAB PUB INS SOC PERS HAD EPIC	023 AVE SAINT CHARLES ORAN 31	public	68		

## Chapitre III. Présentation et discussion des résultats

### Section 1. Analyse des résultats au niveau national

Pour mieux comprendre les tendances qui se dessinent dans les deux villes étudiées, nous avons esquissé la représentation des PME au niveau national. Ceci de prime à bord nous a clarifié les effets des politiques de développement des PME à travers le territoire national.

Nos premières constatations d'analyse dévoilent le regain d'intérêt pour la petite entreprise renforcé par le changement de la politique de l'Etat en faveur de la taille réduite, vu que les grandes entreprises publiques ont des difficultés en matière de création d'emplois. Mais, l'application des lois relatives à la promotion des petites et moyennes entreprises n'ont pas introduit un changement important dans la distribution des entreprises ni par taille, ni dans l'espace. De plus, leur distribution témoigne de la dominance de la très petite taille, la plus grande majorité d'entre elles sont considérées en tant que micro-entreprises. Leur répartition géographiques (entreprises tous secteurs juridiques et tailles confondues) dévoile leur concentration au niveau des grandes zones urbaines.

Incontestablement, en matière d'extension des petites et moyennes entreprises, un effort a été réalisé à travers les ambitieux programmes de la relance économique. En 2012, leur nombre s'élève à 551 068 PME dont 0,10% des PME publiques (EPE). On assiste particulièrement à une prolifération des activités dans le secteur protégé, le tertiaire qui s'est développé surtout par le recyclage de la rente pétrolière et le comportement adapté par les entrepreneurs : ils sont souvent préoccupés à cumuler des ressources en effet par leur subordination à l'Etat, que compte tenu de leur dynamisme entrepreneuriale, ils se détournent d'investir dans les activités de transformation et dans les projets de grande envergure. Le rapport entrepreneurs/Etat n'est pas fondé sur l'implication des premiers au processus d'orientation des politiques publiques mais plutôt sur des motivations pour parvenir à des facilités d'accès aux moyens matériels, de faire pression sur l'administration, etc.

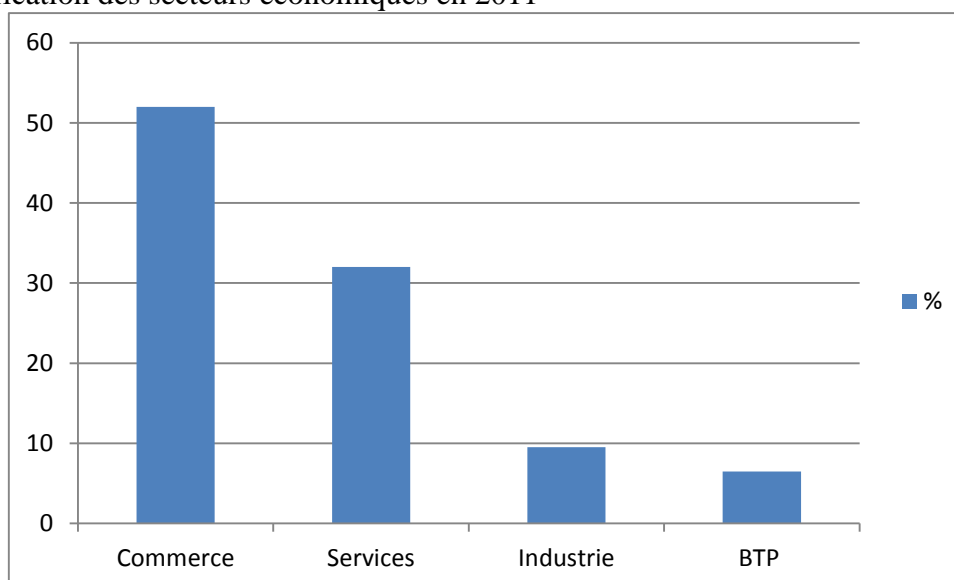
Toutefois, nous avons affermi ces appréciations par le dernier recensement économique, effectué par l'Office National des Statistiques en décembre 2011, révélant des résultats non concluants présentés dans les représentations suivantes :

**Tableau 2 Classification des secteurs économiques en 2011**

Secteurs	%
Commerce	52
Services	32
Industriel	9,52
BTP	6,48

Source : Office National des Statistiques décembre 2011

Figure 1 Classification des secteurs économiques en 2011



Nous déduisons que l'activité économique, demeure largement dominée par le secteur commercial qui représente environ 52% de l'ensemble des entités ayant fait l'objet de ce recensement. Aussi, plus de 84% de l'activité dans ce secteur se focalise dans le commerce de détail. Le secteur des services occupe le 2<sup>ème</sup> rang avec presque 32%, regroupant un très large éventail d'activités. En outre, le secteur industriel ne représente que 9,52% du total des activités recensées, dominé par l'industrie agroalimentaires avec 23,4%, la fabrication des produits métalliques 22,7%, l'habillement 10,5%, l'industrie de bois 2,1%, le textile et cuir 1,3%, les machines et équipements 1,6%.. En dernier, les entités recensées opérant dans le secteur de la construction atteignent 0,9% de la totalité des entités économiques. Cependant, la situation du secteur productif demeure sans changement ces deux dernières décennies reflétant la carence de performances humaines et matérielles. D'ailleurs, un constat consensuel a été soulevé au fil des années, il s'agit de la faiblesse et de l'absence de l'innovation dans le secteur industriel. L'application des réformes économiques n'a pas produit les effets escomptés. Plusieurs plans de redressement se sont succédés pour résorber les difficultés des entreprises publiques. Ces plans ont été adoptés aux entreprises privées, dont les dettes ont été rééchelonnées.

En outre, les dernières statistiques en date de 2012, nous offre une typologie de PME que retracent les représentations ci-dessous.

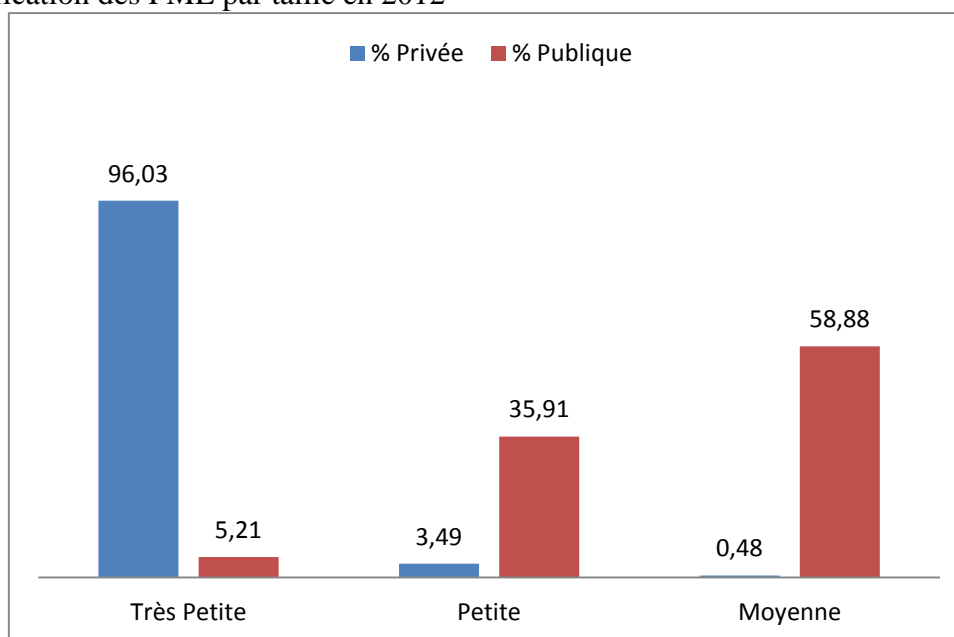
**Tableau 3 Classification des PME par taille en 2012**

Type d'entreprise	Nombre d'employés	%	
		Privée	Publique
Très Petite	1-9	96,03	5,21
Petite	10-49	3,49	35,91
Moyenne	50-250	0,48	58,88
Total	≤ 250	100	100

Source : Office National des Statistiques décembre 2011



Figure 2 Classification des PME par taille en 2012



Nous notons que la PME publique ne représente que 0,10% du total des PME. Le secteur privé est marqué par des TPE. Ces dernières représentent plus de 96% contre 5,21% TPE publiques. En revanche, la PME publique connaît une taille supérieure étant donné qu'elle représente 94,79% en ce qui concerne la tranche d'effectifs comprise entre 10-250 salariés, or que la PME privée ne dépasse pas le taux de 4%.

Cette représentation peut s'expliquer par le fait que, durant la période de réalisation du programme d'ajustement structurel, le secteur industriel a été le secteur le plus affecté, par une profonde récession. D'ailleurs, son déclin a été inégalement ressenti par les différents secteurs économiques. D'où un nombre important d'entreprises ont été affectées par des mesures de dissolution, de suppression d'emplois, des départs volontaires et du chômage technique. Se sont principalement, les industries manufacturières qui ont été le plus marquées par la récession et qui ont eu le plus à endurer des effets néfastes des politiques de stabilisation et l'ajustement structurel. Ceci paraît comme un processus de désindustrialisation.

La répartition des entreprises par statut juridique révèle, que se sont particulièrement les entreprises publiques économiques (E.P.E)<sup>50</sup> qui ont été les plus affectées avec 60% du total. Les entreprises publiques locales (E.P.L) ont été relativement moins touchées, avec 39% de l'ensemble. Par contre, les entreprises privées ont été peu atteintes par le processus des compressions, soit 0,48% de la totalité des effectifs compressés. Dans ces conditions, la nouvelle configuration des entreprises publiques a donné des PME de taille assez moyenne : des moyennes petites.

<sup>50</sup> EPE et les entreprises privées formaient la totalité des PME

## Section 2. Analyse des résultats relatifs à Oran

Pour des raisons de commodité, l'usage du concept secteur d'activité a été privilégié dans ce travail de recherche, contrairement à celui de branche car, nous nous sommes basé sur sa définition « le secteur regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale (au regard de la nomenclature considérée). L'activité d'un secteur n'est donc pas tout à fait homogène et comprend des productions ou des services secondaires qui relèveraient d'autres items de la nomenclature que celui du secteur considéré. Au contraire une branche regroupe des unités de productions homogènes »<sup>51</sup>. Notre choix est intentionnel car cette définition coïncide avec la réalité algérienne où l'homogénéité des activités d'une PMI fait souvent défaut à cause de l'interférence du formel et de l'informel qui caractérise leur comportement. D'ailleurs, même les organismes sources d'information telles que les directions régionales des PME utilisent cette notion.

Nous avons menée notre enquête à Oran. Le territoire de cette wilaya est composé de 9 daïras comportant 26 communes. Il s'étend sur une superficie globale de 2 114 km<sup>2</sup>. Il est doté de trois grandes zones industrielles.

Nous avons classé les PMI recensées et étudiées à Oran ainsi qu'à Mostaganem, selon la nomenclature algérienne des secteurs d'activités (NSA) relative aux entreprises industrielles. En plus, nous avons inséré dans cette classification les entreprises opérant dans le secteur des bâtiments et travaux publics. Notre choix est délibéré, compte tenu d'une part de leur dynamisme tant au niveau local que national, et d'autre part, leur trie en tant qu'entreprises du secteur du commerce ou des services a été très mal aisé.

### ❖ Les secteurs d'activités des PMI à Oran

Nous avons remarqué plusieurs PMI en veilleuse, d'ailleurs c'est ce qui explique les radiations et les réactivations qui se font au cours de l'année.

Selon nos résultats, la répartition par taille des entreprises à Oran reflète l'image de celle au niveau national, voir les illustrations sous mentionnées. Nous observons la prééminence de la petite taille, plus de 83,02% d'entre elles n'excèdent pas neuf actifs. Selon les statistiques du MIPMEPI de 2012, cette catégorie d'entreprise atteint au niveau national un taux de 93,24% (tout statut juridique confondu).

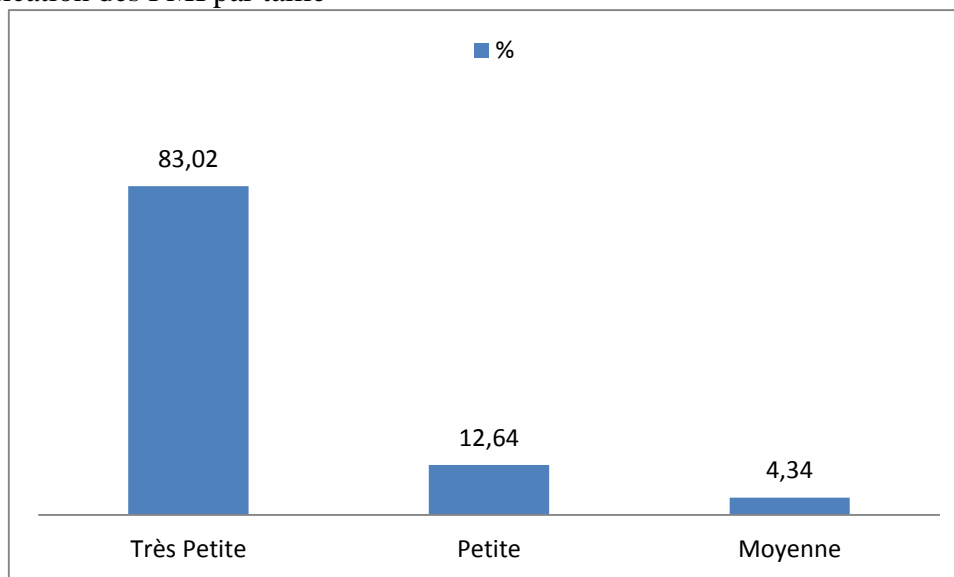
**Tableau 4 Classification des PMI par taille**

Type d'entreprise	Nombre d'employés	Nombre d'entreprises	%
Très Petite	1-9	4017	83,02
Petite	10-49	612	12,64
Moyenne	50-250	210	4,34
Total	≤ 250	4839	100

---

<sup>51</sup> Dictionnaire wikipédia

Figure 3 Classification des PMI par taille



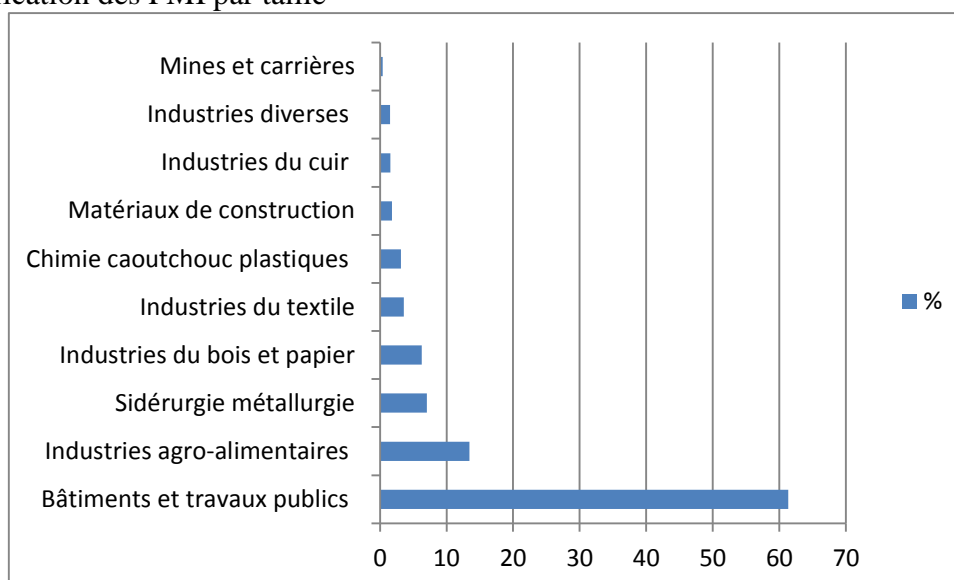
Nous avons constaté lors de nos entretiens avec les dirigeants d'entreprises, que ces PMI renferment une fragilité et une disparité démesurée qui peut s'expliquer par le fait que d'une part, la plupart d'entre elles sont de type familial, gérées de manière traditionnelle et souvent une partie de leurs activités sont informelles. D'autre part, la qualité de leurs biens et services est insignifiante, elles subissent la concurrence excessive qui s'exprime par le bais des activités du secteur informel et par l'entrée en vigueur des accords du libre échange euro-méditerranéen. En outre, le positionnement des autres tranches d'effectifs reste symbolique particulièrement, en ce qui concerne la moyenne entreprise industrielle.

La distribution des PMI par secteurs d'activité est tributaire de certains facteurs endogènes et exogènes qui caractérisent l'activité économique en général. Les graphiques suivants traduisant notre base de données relative à Oran le confirment.

**Tableau 5 Classification des PMI par secteurs d'activité**

Secteurs d'activité	Nombre d'entreprises	%
Bâtiments et travaux publics	2966	61,30
Industries agro-alimentaires	651	13,45
Sidérurgie métallurgie	340	7,03
Industries du bois et papier	303	6,26
Industries du textile	172	3,56
Chimie caoutchouc plastiques	152	3,15
Matériaux de construction	87	1,79
Industries du cuir	75	1,55
Industries diverses	73	1,50
Mines et carrières	20	0,41
Total	4839	100

Figure 4 Classification des PMI par taille



Ces facteurs nous permettent d'expliquer le positionnement et la dominance du secteur des bâtiments et travaux publics, qui est en 1<sup>ère</sup> position, par le fait que : d'une part l'excès des recettes effectives des hydrocarbures sur les recettes budgétisées alimente les ressources du Fonds de régulation des recettes pour financer l'ambitieux programme de la relance économique qui englobe des grands projets d'investissements publics. Et d'autre part, l'usage de la rente pétrolière est précautionneux, elle est utilisée pour le long terme dans la réalisation de projets d'investissements de grande envergure tels que l'installation d'un grand réseau d'infrastructure (aéroport, transport, routes, logements, etc.) et d'autres investissements cruciaux pour la modernisation du pays (éducation, développement urbain et rural, santé, protection sociale, etc.)

L'industrie agroalimentaire vient en 2<sup>ème</sup> rang avec presque 14%, or nous remarquons dans les développements qui suivent, il occupe la 1<sup>ère</sup> place à Mostaganem avec un taux de 60,93%. Le groupe sidérurgie métallurgie et industries du bois et papier occupe la 3<sup>ème</sup> place avec un taux de 7%.

En revanche, le groupe chimie caoutchouc plastique et industries du textile enregistre un faible taux ne dépassant pas 4%. Cette faiblesse est infondée. Car, d'une part, l'industrie du textile est l'une des plus anciennes industries à Oran, puisque lors de notre enquête on a noté qu'une entreprise a été créée en 1968. En plus, cette industrie a bénéficié d'un nouveau plan de relance, mais elle est vulnérable vu la concurrence excessive des produits étrangers notamment chinois, ainsi que la non protection du produit algérien.

D'autre part, la proximité du pôle pétrochimique d'Arzew devrait dynamiser les industries chimie-caoutchouc-plastique. Le groupe matériaux de construction, industries du cuir et industries diverses enregistre un taux négligeable ne dépassant pas 2%. L'industrie mines et carrières est dominée par des grandes entreprises publiques, ce qui explique son faible développement par les PMI.

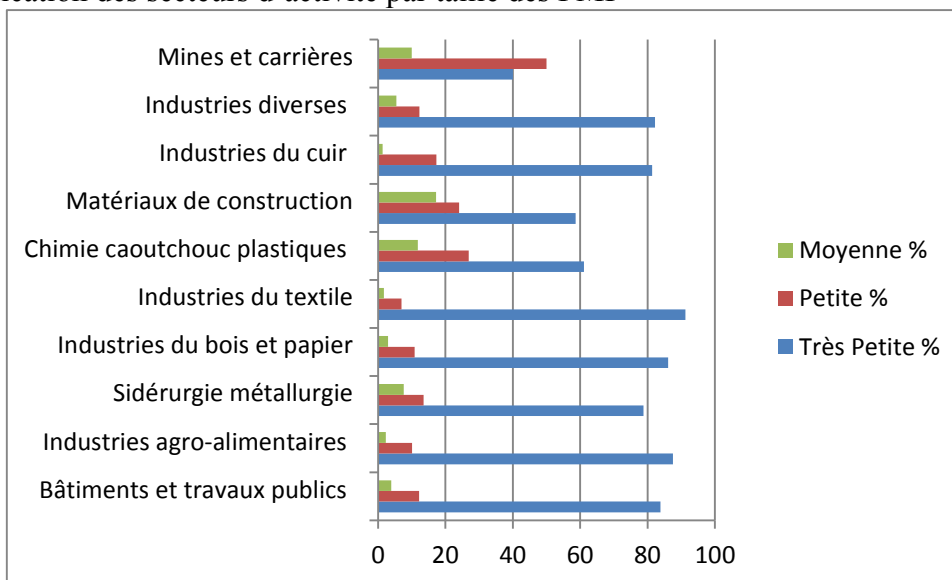
Par ailleurs, le classement des secteurs d'activité par taille des PMI oranaises indiqué dans les illustrations ci-dessous, nous renseigne sur le taux de chaque catégorie de PMI dans chacun des secteurs d'activité.

Tableau 6 Classification des secteurs d'activité par taille des PMI

Secteur d'activité	Très Petite	%	Petite	%	Moyenne	%	Total %	Nombre d'entreprises
Bâtiments et travaux publics	2488	83,88	361	12,17	117	3,95	100	2966
Industries agro-	570	87,55	66	10,14	15	2,31	100	651

alimentaires								
Sidérurgie métallurgie	268	78,82	46	13,53	26	7,65	100	340
Industries du bois et papier	261	86,14	33	10,89	9	2,98	100	303
Industries du textile	157	91,28	12	6,97	3	1,75		172
Chimie caoutchouc plastiques	93	61,18	41	26,97	18	11,85	100	152
Matériaux de construction	51	58,62	21	24,13	15	17,25	100	87
Industries du cuir	61	81,33	13	17,33	1	1,34	100	75
Industries diverses	60	82,19	9	12,33	4	5,48	100	73
Mines et carrières	8	40	10	50	2	10	100	20
Total	4017		612		210			4839

Figure 5 Classification des secteurs d'activité par taille des PMI



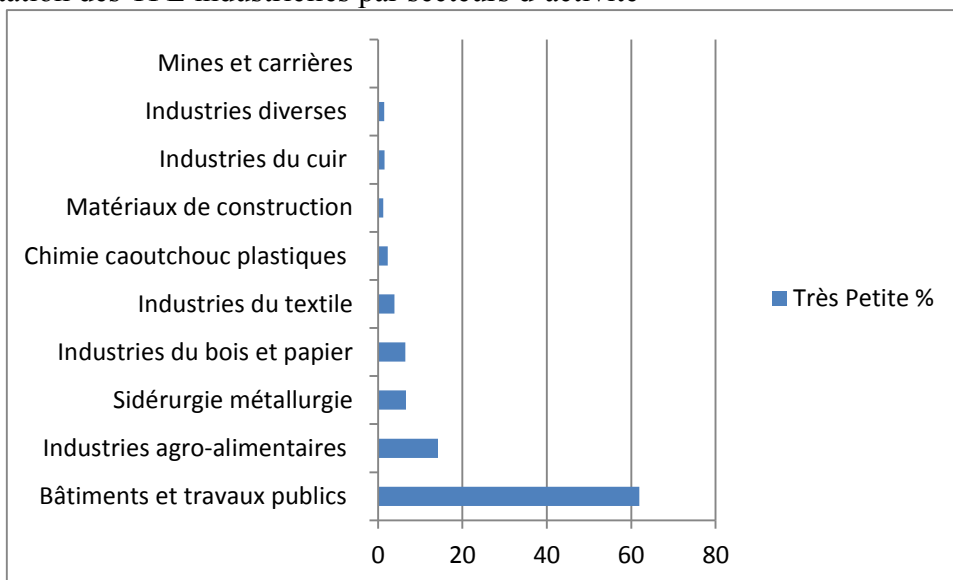
Nous distinguons, que dans l'ensemble, à l'exception de l'industrie mines et carrières, tous les autres secteurs d'activités sont composés en moyenne de 80% de très petites entreprises. La dominance de la taille réduite est flagrante. La petite entreprise se positionne à peine, sauf dans l'industrie mines et carrières. La moyenne entreprise est beaucoup moins représentée. En se référant aux théories d'internationalisation des PME, que nous avons présentées dans la partie revue de la littérature, nous signalons qu'en moyenne les PMI localisées à Oran et Mostaganem ne bénéficient pas d'une taille optimale leur permettant un développement à l'international. D'ailleurs, jusqu'à présent l'Algérie demeure presque mono-exportateur avec un taux de 96% des exportations d'hydrocarbures.

En matière de typologie des PMI par secteurs d'activité, l'examen des graphiques subséquents met en relief en même temps, la représentation ainsi que le poids de chaque catégorie de PMI (TPE, petite, moyenne) d'un secteur d'activité donné par rapport à l'ensemble de la même catégorie.

**Tableau 7 Typologie des PMI par secteurs d'activité**

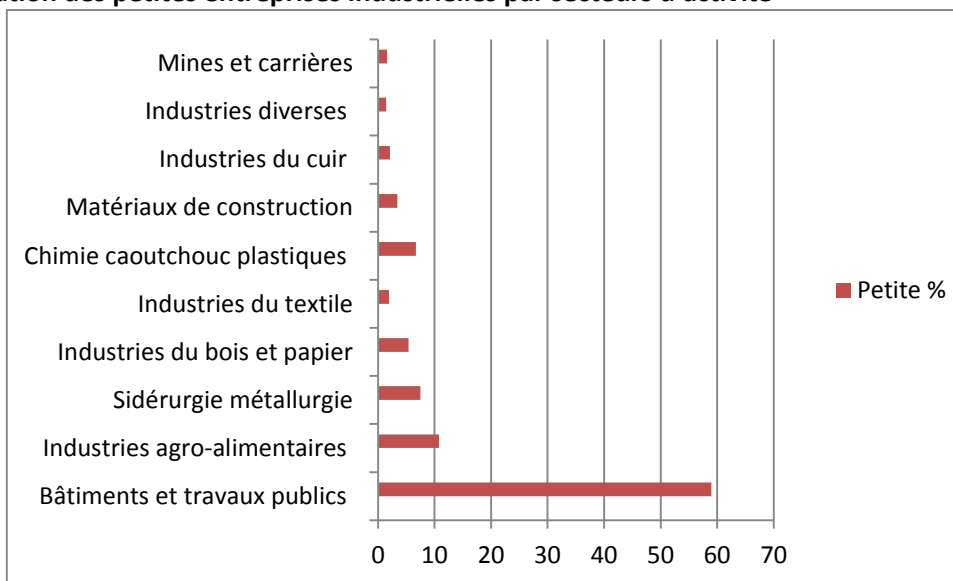
Secteur d'activité	Très Petite	%	Petite	%	Moyenne	%	Nombre d'entreprises
Bâtiments et travaux publics	2488	61,94	361	58,99	117	55,71	2966
Industries agro-alimentaires	570	14,19	66	10,78	15	7,14	651
Sidérurgie métallurgie	268	6,67	46	7,52	26	12,38	340
Industries du bois et papier	261	6,50	33	5,39	9	4,29	303
Industries du textile	157	3,91	12	1,96	3	1,43	172
Chimie caoutchouc plastiques	93	2,31	41	6,70	18	8,57	152
Matériaux de construction	51	1,27	21	3,43	15	7,14	87
Industries du cuir	61	1,52	13	2,13	1	0,48	75
Industries diverses	60	1,49	9	1,47	4	1,91	73
Mines et carrières	8	0,20	10	1,63	2	0,95	20
Total	4017	100	612	100	210	100	4839

Figure 6 Présentation des TPE industrielles par secteurs d'activité



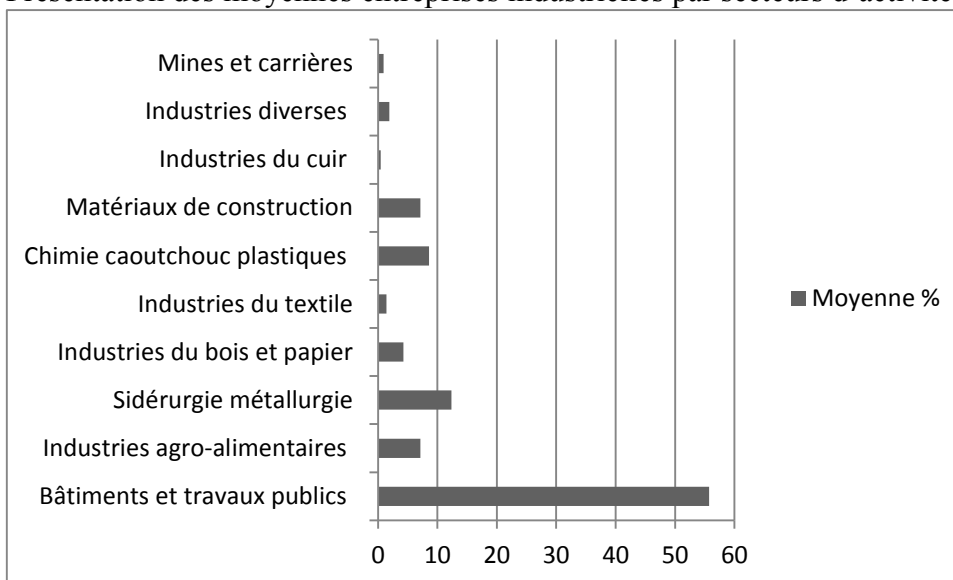
La prépondérance des TPE dans le Bâtiments et travaux publics à raison de 61,94 %, peut s'expliquer par le financement des TPE déployé par les différents dispositifs d'appui à l'emploi comme l'ANSEJ et la CNAC. L'industrie agro-alimentaire vient en 2<sup>ème</sup> position avec 14,19%. Par contre, dans les autres industries la TPE est représentée de manière disparate.

Figure 7 Présentation des petites entreprises industrielles par secteurs d'activité



Nous pouvons faire la même remarque en ce qui concerne la petite entreprise. La prééminence des TPE dans le Bâtiments et travaux publics à hauteur de 58,99%. L'industrie agro-alimentaire occupe la 2<sup>ème</sup> place avec un taux de 10,78%. Par contre, dans les autres industries la TPE est présente avec des taux très faibles.

Figure 8 Présentation des moyennes entreprises industrielles par secteurs d'activité



L'analyse de ces graphiques montre que les différents types de PMI par tranche d'effectifs sont représentées dans le secteur bâtiments et travaux publics à hauteur de 55% à 61%. Les PMI qui opèrent en sidérurgie métallurgie sont de plus de 12% situées dans la tranche d'effectifs comprise entre 50-250 salariés. Cette taille moyenne s'explique par la présence des entreprises publiques qui sont des grandes moyennes entreprises.

Nous avons synthétisé les données des trois histogrammes antérieurs dans le tableau suivant. La représentativité des données est en double entrée : par ligne et par colonne. Ceci met en lumière les PMI par secteur d'activité. Donc la vision est plus globale et mieux clarifiée.



Tableau 8 Secteurs d'activité par taille des PMI et typologie des PMI par secteurs d'activité

Secteur d'activité	Très Petite	Petite	Moyenne	Total
Bâtiments et travaux publics	2488	361	117	2966
<b>% en ligne</b>	83,88	12,17	3,95	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	61,94	58,99	55,71	61,29
Industries agro-alimentaires	570	66	15	651
<b>% en ligne</b>	87,55	10,14	2,31	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	14,19	10,78	7,14	13,45
Sidérurgie métallurgie	268	46	26	340
<b>% en ligne</b>	<b>78,82</b>	13,53	7,65	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	6,67	7,52	12,38	7,02
Industries du bois et papier	261	33	9	303
<b>% en ligne</b>	<b>86,13</b>	10,89	2,98	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	6,50	5,39	4,29	6,26
Industries du textile	157	12	3	172
<b>% en ligne</b>	91,28	<b>6,97</b>	1,75	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	3,91	1,96	1,43	3,55
Chimie caoutchouc plastiques	93	41	1	152
<b>% en ligne</b>	61,18	26,97	11,85	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	2,31	6,70	8,57	3,14
Matériaux de construction	51	21	15	87
<b>% en ligne</b>	58,62	24,13	17,25	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	1,27	3,43	7,14	1,79
Industries du cuir	61	13	1	75
<b>% en ligne</b>	81,33	17,33	1,34	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	1,52	2,13	0,48	1,54
Industries diverses	60	9	4	73
<b>% en ligne</b>	82,19	12,33	5,48	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	1,49	1,47	1,91	1,50
Mines et carrières	8	10	2	20
<b>% en ligne</b>	40	50	10	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	0,20	1,63	0,95	0,41
<b>TOTAL</b>	4018	612	210	4839
<b>% en ligne</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

### Section 3. Analyse des résultats relatifs à Mostaganem

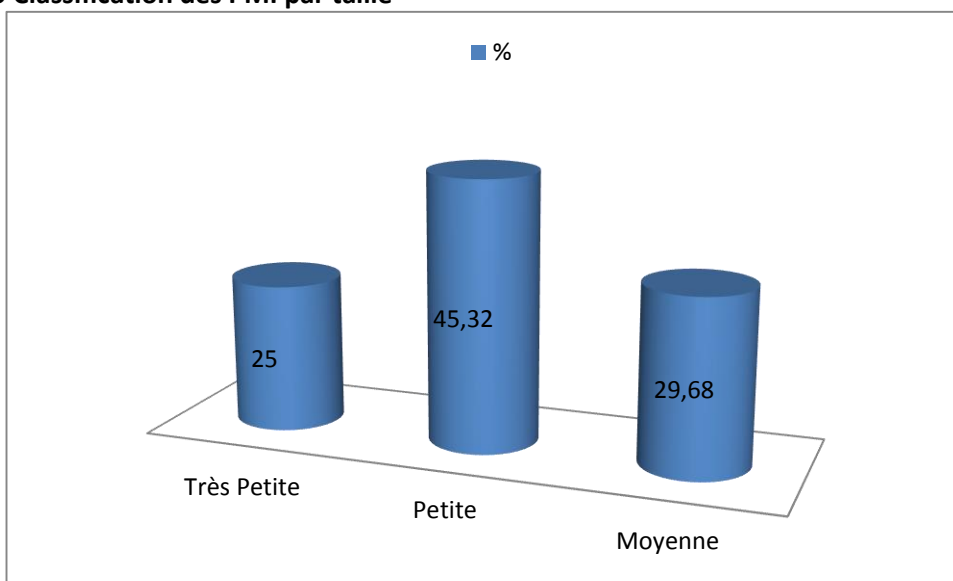
#### ❖ Les secteurs d'activités des PMI à Mostaganem

Dans un souci d'entretenir la cohérence de l'ensemble des résultats, nous avons adopté la même démarche, pour la conception et l'analyse du système d'information concernant les PMI localisées à Mostaganem. Sachant que cette ville exploite un tissu industriel beaucoup moins dense que celui d'Oran.

**Tableau 9 Classification des PMI par Taille**

Type d'entreprise	Nombre d'employés	Nombre d'entreprises	%
Très Petite	1-9	16	25
Petite	10-49	29	45,32
Moyenne	50-250	19	29,68
Total	≤ 250	64	100

**Figure 9 Classification des PMI par taille**



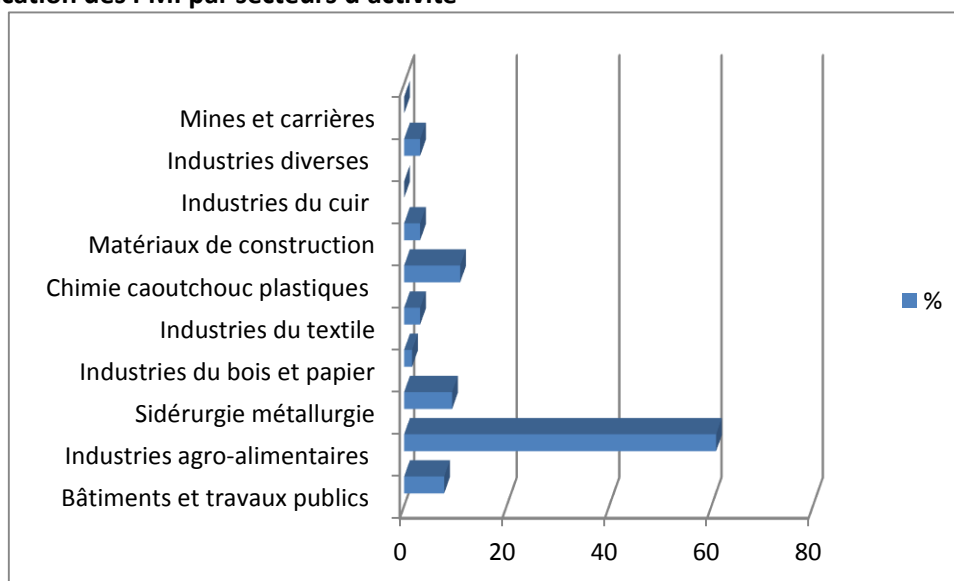
Les graphiques susmentionnés nous éclairent sur la représentativité des PMI et nous permettent de noter que presque 30% des PMI de Mostaganem sont des moyennes entreprises et 45% sont des petites. Par contre la très petite entreprise constitue moins du tiers soit 25%. La tranche d'effectifs comprise entre 10-250 salariés englobe les 75% des PMI localisées à Mostaganem, contre 17% des PMI établies à Oran. Dans ce sens, il est admis d'avancer qu'en moyenne la taille de la PMI à Mostaganem est supérieure à celles d'Oran.

Par ailleurs, le classement des PMI par secteurs d'activité indiqué dans les illustrations ci-dessous, nous renseigne de prime à bord qu'à la différence d'Oran les industries du cuir et celles des mines et carrières sont absentes.

**Tableau 10 Classification des PMI par secteur d'activité**

Secteur d'activité	Nombre d'entreprises	%
Bâtiments et travaux publics	5	7,82
Industries agro-alimentaires	39	60,93
Sidérurgie métallurgie	6	9,37
Industries du bois et papier	1	1,56
Industries du textile	2	3,13
Chimie caoutchouc plastiques	7	10,93
Matériaux de construction	2	3,13
Industries du cuir	0	0
Industries diverses	2	3,13
Mines et carrières	0	0
Total	64	100

**Figure 10 Classification des PMI par secteurs d'activité**



La prééminence des industries agroalimentaires représentant plus de 60% s'explique par le fait que Mostaganem est une région agricole et dotée d'un port. Elle bénéficie de certaines conditions lui favorisant le développement de l'agriculture, l'aviculture, l'élevage des bovins et la pêche, offrant des biens en tant que matière première pour l'agroalimentaire. De ce fait, cette industrie renferme une variété assez significative des produits agroalimentaires.

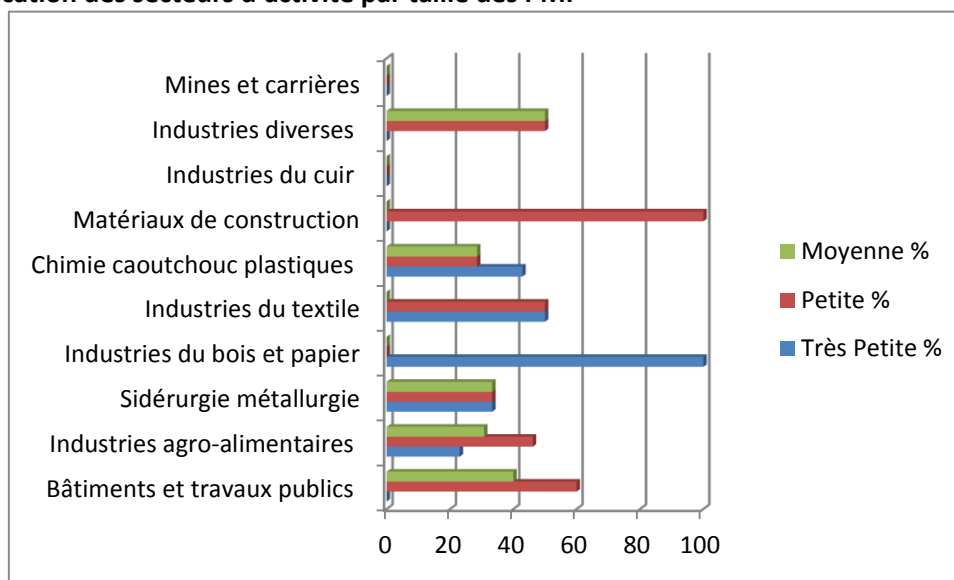
Malgré que la ville prend de plus en plus de l'extension, on assiste à plusieurs projets d'investissements de grande portée économique et sociale (routes, logements, éducation, développement urbain et rural etc.), le nombre des PMI activant dans le secteur d'activité bâtiments et travaux publics n'excède pas les 8%, laissant ces opportunités d'affaires aux PMI localisées à Oran qui représentent presque 62% du total des PMI oranaises. Les industries de sidérurgie métallurgie et Chimie caoutchouc plastiques sont en 2<sup>ème</sup> rang, avec un taux s'élevant à 10%. Ces résultats révèlent que le pôle pétrochimique d'Arzew, se trouvant à soixante km de Mostaganem, n'a pas d'effets d'entraînement sur l'industrie Chimie caoutchouc plastiques de la région (Oran et Mostaganem).

**Tableau 11 Classification des secteurs d'activité par taille des PMI**

Secteur d'activité	Très Petite	%	Petite	%	Moyenne	%	Total PMI	Total %
Bâtiments et travaux publics	0	<b>0</b>	3	<b>60</b>	2	<b>40</b>	5	100
Industries agro-alimentaires	9	<b>23,07</b>	18	<b>46,15</b>	12	<b>30,76</b>	39	100
Sidérurgie métallurgie	2	<b>33,33</b>	2	<b>33,33</b>	2	<b>33,33</b>	6	100

Industries du bois et papier	1	<b>100</b>	0	<b>0</b>	0	<b>0</b>	1	100
Industries du textile	1	<b>50</b>	1	<b>50</b>	0	<b>0</b>	2	100
Chimie caoutchouc plastiques	3	<b>42,85</b>	2	<b>28,57</b>	2	<b>28,57</b>	7	100
Matériaux de construction	0	<b>0</b>	2	<b>100</b>	0	<b>0</b>	2	100
Industries du cuir	0	<b>0</b>	0	<b>0</b>	0	<b>0</b>	0	0
Industries diverses	0	<b>0</b>	1	<b>50</b>	1	<b>50</b>	2	100
Mines et carrières	0	<b>0</b>	0	<b>0</b>	0	<b>0</b>	0	0
Total	16	25	29	45,32	19	<b>29,68</b>	64	100

**Figure 11 Classification des secteurs d'activité par taille des PMI**



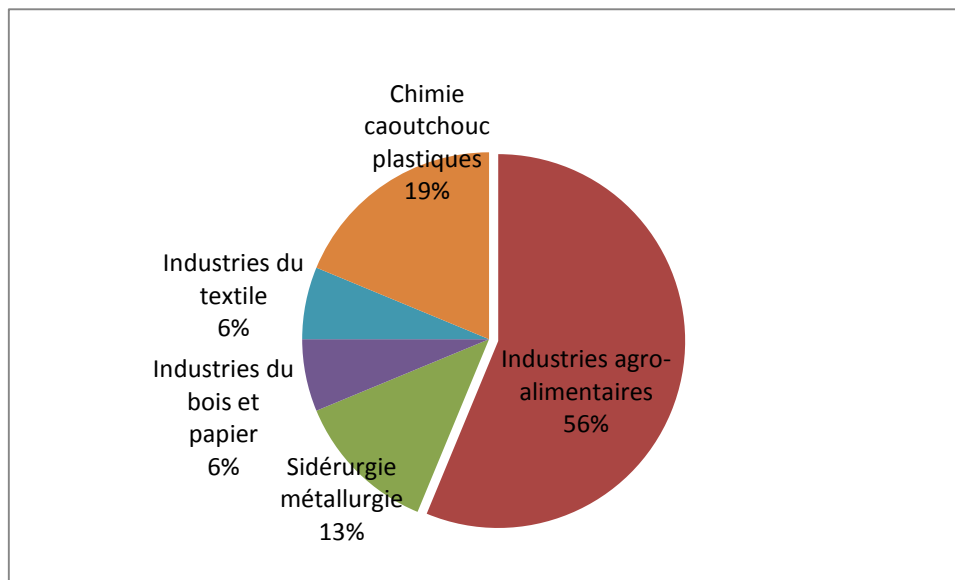
Ces graphiques annoncent le taux de chaque catégorie de PMI dans chacun des secteurs d'activité. Les trois types d'industries : bâtiments et travaux publics, agro-alimentaire et sidérurgie métallurgie représentent respectivement 100%, 76,91%, 66,66% d'effectifs compris entre 10-250 salariés. Mais, que se soit la très petite, la petite ou la moyenne entreprise industrielle, leur représentation est hétérogène. D'ailleurs lors de notre interview avec certains dirigeants de PMI, nous avons noté la faible intégration de ces PMI au tissu industriel de région, ainsi que leur inefficacité en matière de sous-traitance avec les grandes entreprises publiques de la région.

La typologie des PMI à Mostaganem par secteurs d'activité est vraiment différente par rapport à celle d'Oran. Malgré que les activités industrielles prennent de plus en plus d'ampleur certaines industries font encore défaut telles que les industries du cuir et celles des mines et carrières.

**Tableau 12 Typologie des PMI par secteurs d'activité**

Secteur d'activité	Très Petite	%	Petite	%	Moyenne	%	Nombre d'entreprises
Bâtiments et travaux publics	0	0	3	10,34	2	10,53	5
Industries agro-alimentaires	9	56,25	18	62,06	12	63,15	39
Sidérurgie métallurgie	2	12,5	2	6,90	2	10,53	6
Industries du bois et papier	1	6,25	0	0	0	0	1
Industries du textile	1	6,25	1	3,45	0	0	2
Chimie caoutchouc plastiques	3	18,75	2	6,90	2	10,53	7
Matériaux de construction	0	0	2	6,90	0	0	2
Industries du cuir	0	0	0	0	0	0	0
Industries diverses	0	0	1	3,45	1	5,26	2
Mines et carrières	0	0	0	0	0	0	0
Total	16	100	29	100	19	100	64

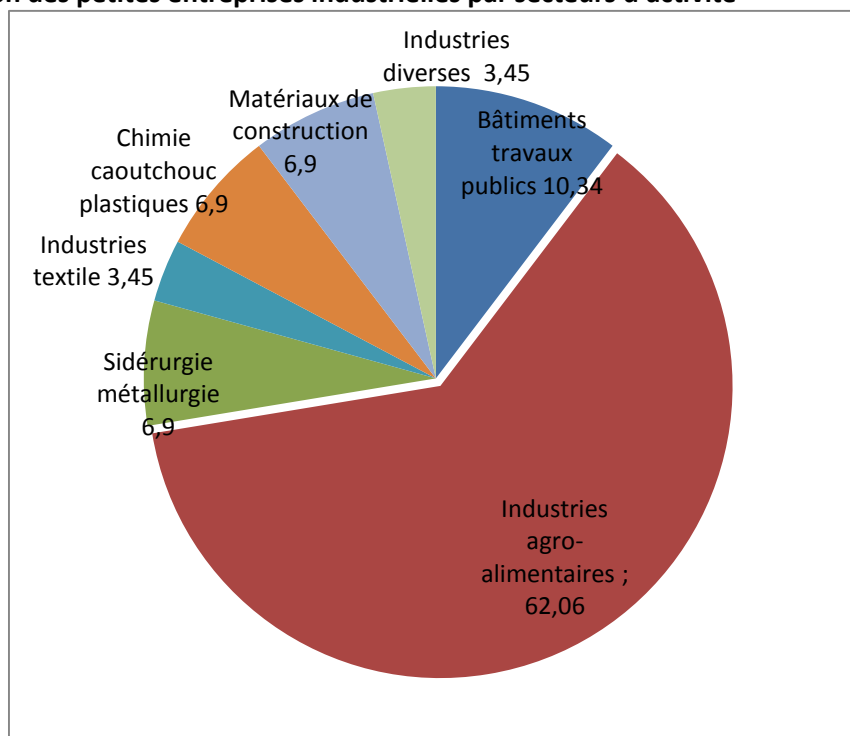
**Figure 12 Présentation des TPE industrielles par secteurs d'activité**



Ces résultats nous renseignent sur la représentation et même sur le poids d'une catégorie de PMI d'un secteur d'activité donné, dans l'ensemble de la même catégorie. Ils dévoilent que la TPE est manquante dans les industries suivantes : bâtiments et travaux publics, matériaux de construction, Industries du cuir, industries diverses, mines et carrières. Suite à nos observations sur le terrain, nous expliquons cette situation d'une part, par la présence des oligopoles à Oran activant dans les bâtiments et travaux publics ainsi que matériaux de construction à Mostaganem ; un certain monopôle des grandes entreprises publiques dans le domaine des mines et carrières ; d'autre part, la forte régression de l'industrie du cuir même au niveau national.

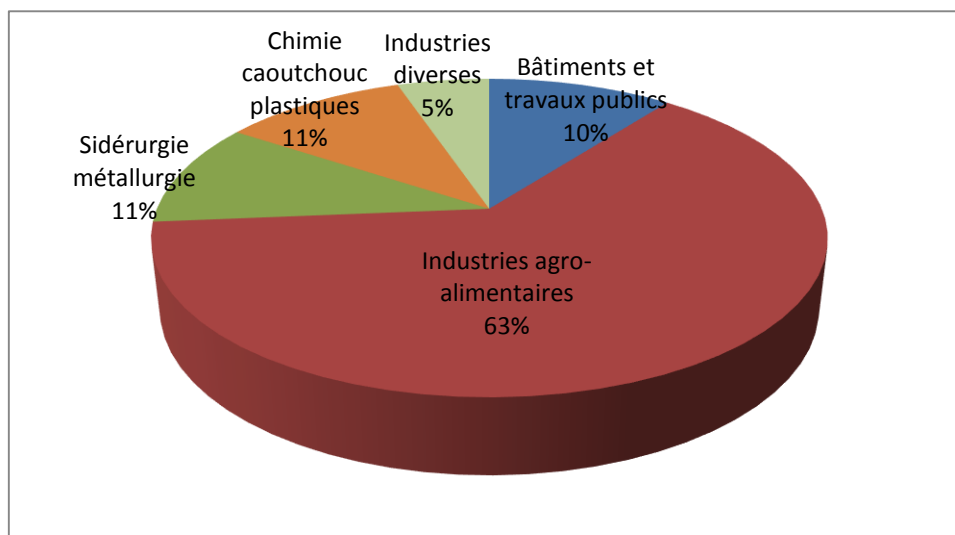
La TPE est très représenté dans l'industrie agro-alimentaire soit plus de 56%, l'industrie chimie caoutchouc plastiques presque 19 % et l'industrie sidérurgie métallurgie 12,5%. Dans les secteurs d'activité restants, elle est sous-représentée.

**Figure 13 Présentation des petites entreprises industrielles par secteurs d'activité**



La petite entreprise industrielle se révèle dominante dans les industries agro-alimentaires et sa distribution est hétérogène dans les autres industries avec des taux différencié ne dépassant pas 10%.

**Figure 14 Présentation des moyennes entreprises industrielles par secteurs d'activité**



Selon les graphiques susmentionnés, la moyenne entreprise industrielle est présente dans les cinq types d'industries : Bâtiments et travaux publics, sidérurgie métallurgie, chimie caoutchouc plastiques, industries diverses. Elle a une part de lion dans l'industrie agroalimentaire soit un taux de 63%. Par contre, l'entreprise de taille moyenne est complètement absente dans toutes les autres industries restantes, il s'agit de : l'Industrie du bois et papier, l'industrie du textile, l'industrie des matériaux de construction, l'industrie du cuir et celle des mines et carrières.

La tranche d'effectifs comprise entre 10 -250 salariés s'élève à 95%. Ce qui confirme que les PMI situées à Mostaganem sont des moyennes petites entreprises.

**Tableau 13 Secteurs d'activité par taille des PMI et typologie des PMI par secteurs d'activité'**

Secteur d'activité	Très Petite	Petite	Moyenne	Total
Bâtiments et travaux publics	0	3	2	5
<b>% en ligne</b>	<b>0</b>	<b>60</b>	<b>40</b>	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	<b>0</b>	<b>10,34</b>	<b>10,53</b>	<b>7,82</b>
Industries agro-alimentaires	9	18	12	39
<b>% en ligne</b>	<b>23,07</b>	<b>46,15</b>	<b>30,76</b>	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	<b>56,25</b>	<b>62,06</b>	<b>63,15</b>	<b>60,93</b>
Sidérurgie métallurgie	2	2	2	6
<b>% en ligne</b>	<b>33,33</b>	<b>33,33</b>	<b>33,33</b>	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	<b>12,5</b>	<b>6,90</b>	<b>10,53</b>	<b>9,37</b>
Industries du bois et papier	1	0	0	1
<b>% en ligne</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	<b>6,25</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1,56</b>
Industries du textile	1	1	0	2
<b>% en ligne</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>0</b>	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	<b>6,25</b>	<b>3,45</b>	<b>0</b>	<b>3,13</b>
Chimie caoutchouc plastiques	3	2	2	7
<b>% en ligne</b>	<b>42,85</b>	<b>28,57</b>	<b>28,57</b>	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	<b>18,75</b>	<b>6,90</b>	<b>10,53</b>	<b>10,93</b>
Matériaux de construction	0	2	0	2
<b>% en ligne</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	<b>0</b>	<b>6,90</b>	<b>0</b>	<b>3,13</b>
Industries du cuir	0	0	0	0
<b>% en ligne</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100</b>

<b>% en colonne</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Industries diverses	0	1	1	2
<b>% en ligne</b>	<b>0</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	<b>0</b>	<b>3,45</b>	<b>5,26</b>	<b>3,13</b>
Mines et carrières	0	0	0	0
<b>% en ligne</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>% en colonne</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>16</b>	<b>29</b>	<b>19</b>	<b>64</b>
<b>% en ligne</b>	<b>25</b>	<b>45,32</b>	<b>29,68</b>	<b>100</b>
<b>% en colonne</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Ce dernier tableau est un récapitulatif de la totalité des données collectées, concernant les PMI localisées à Mostaganem et qui ont été étudiées et analysées à travers les tableaux et les histogrammes susmentionnés. Dans ce tableau, l'ensemble des données est représenté de manière à double entrée : par ligne et par colonne. C'est une représentation globale, qui clarifie la typologie des PMI par secteurs d'activité.

## Conclusion

Notre projet "Conception d'un système d'information concernant la petite et moyenne industrie des wilayas d'Oran et de Mostaganem" nous a incités à corroborer nos résultats par une publication d'un article, la soumission d'un autre article, la réalisation de deux communications, l'encadrement et la soutenance de trois masters, ainsi que l'encadrement de deux magister (voir annexe). Ces travaux ont plus ou moins analysé la PME dans ses différents aspects en esquissant les perspectives de la PME algérienne en générale et la PMI en particulier.

Malgré toutes les politiques d'appui et de soutien en faveur de la PME durant ces deux dernières décennies ainsi que la mise en œuvre de la stratégie industrielle, les résultats auxquels nous nous sommes parvenu à travers la réalisation de notre projet, nous ont permis de déduire un certain nombre de conclusions :

- ✓ Une insuffisance assez notable de diversification des activités industrielles de ces PMI tant au niveau d'Oran que celui de Mostaganem, se traduisant par un manque de spécialisation territoriale, malgré l'abondance de ressources locales.
- ✓ Les politiques publiques de promotion des exportations hors hydrocarbure sont insuffisamment exploitées et ceci est dû à certaines particularités qui distinguent les capacités à exporter de ces PMI, que se soit des entreprises exportatrices ou bien leurs homologues non exportatrices susceptibles d'exporter dans l'avenir. Dans un tel registre, Nous remarquons que la conquête des marchés extérieurs par ces PMI tient à la mobilisation de plusieurs facteurs qui font fréquemment encore défaut : l'accès aux financements, aux innovations et aux nouvelles technologies, l'accomplissement des stratégies de marketing et des coopérations en amont et en aval, enfin les compétences managériales.
- ✓ Nous avons noté que certains créneaux ne sont pas vraiment investis tels que : la construction navale, pourtant Oran bénéficie de l'université des sciences et de la technologie-USTO qui dispense une formation d'ingénieurs en génie maritime au niveau national et même au niveau africain. Car elle exploite à cet effet, une importance infrastructure et d'un bassin de carènes. De plus, des industries auxiliaires peuvent se mettre en relief en donnant naissance à toutes les activités industrielles afférentes à la réparation navale et à la pêche. Surtout que la région ouest du pays bénéficie d'une large côte maritime.
- ✓ De même, nous avons noté l'absence de PMI productrices de matériel ou composants (panneaux solaires, batteries, etc.) ou autres consommations intermédiaires servant d'inputs dans les activités industrielles, nécessaires au développement des énergies renouvelables. Ces derniers peuvent avoir des effets d'entraînement remarquables sur toutes les autres industries. Alors que, le pays exploite un ambitieux programme d'investissement en énergies renouvelables et les deux universités situées à Oran, dispensent des formations en graduation et post-graduation dans ce domaine. En plus, l'université de l'USTO est en partenariat avec des universités japonaises, dans un grand projet de recherche Sahara Solar Breeder (SSB).

Pour combler cette déficience, des actions méritent d'être menées par les pouvoirs publics, en direction du développement des PMI, pour une meilleure intégration au tissu industriel. Elles requièrent d'opter pour une stratégie transversale abordant certains aspects par l'accomplissement des actions à tous les niveaux. Il s'agit de :



- ✓ L'environnement dans lequel meurent ces PMI : d'une part, accélérer les réformes afin de développer le système législatif, administratif et bancaire qui pourront dynamiser les différents secteurs de l'économie. D'autre part, il importe d'organiser le système d'information pour rendre cet élément vital à la bonne marche des entreprises, performant, capable de garantir à la fois la bonne circulation de l'information et son usage. Nous pensons notamment, que la non-disponibilité de l'évaluation poussée et chiffrée de l'informel, imprègne les études statistiques d'une pauvreté sur le plan informationnel ce qui complique toute étude ayant trait à l'analyse de la PMI ainsi que, la PME en général. D'ailleurs, même les statistiques fournies par l'Office National des Statistiques ne permettent pas de saisir le vécu des différentes entreprises ni celui des différents secteurs économiques. Certains aspects ne sont pas pris en considération à savoir : la représentation de la situation de l'entreprise à court terme, les profils des entrepreneurs, etc. Dans ce sens, pour améliorer les politiques publiques de promotion et de développement à destination des PMI, il est nécessaire de leur accorder une attention particulière de point de vue de la recherche, du traitement et de la transmission des informations.
- ✓ Stimuler les exportations hors hydrocarbures en incitant les dirigeants à s'impliquer dans le développement international, afin d'insérer la PMI dans la logique mondiale. L'esprit d'entreprise est encore faible et fragile, pourtant, la disposition à la mondialisation des marchés et de la concurrence impose fréquemment des pratiques managériales d'excellence<sup>52</sup>. La dynamique entrepreneuriale ne se mettra véritablement en mouvement que s'il existe une volonté d'instituer des modes de management qui tendront à suppléer le formel à l'informel.
- ✓ Dynamiser la sous-traitance par l'appui à la création des entreprises dans ce domaine. Surtout, quasi totalité des équipements et des outillages sont importés.
- ✓ Encourager la formation des cadres au niveau de l'entreprise pour les inciter à créer leurs propres entreprises.
- ✓ Diversifier la formation LMD, afin de susciter des nouveaux métiers pouvant faire l'objet de création d'entreprises innovantes absorbant certaines ressources locales. Ceci peut se concevoir par l'encouragement du rapprochement université- entreprise, en particulier les PMI, en comblant le vide juridique qui existe entre ces deux entités, qui malgré le dispositif existant<sup>53</sup> leurs relations sont très limitées.
- ✓ Renforcer la relation Université-ANSEJ<sup>54</sup> dans l'objectif d'assurer des formations en entrepreneuriat pour d'une part, combler certaines lacunes que ressentent les étudiants dans ce domaine. D'autre part, les inciter à créer leurs entreprises en utilisant les ressources locales afin d'éradiquer le

---

<sup>52</sup> L'échange de données informatisées, la production en juste temps, la normalisation ISO, la multiplication des stratégies d'alliances, l'accès au marché du capital risque, le commerce électronique, etc. sont des pratiques d'excellence.

<sup>53</sup> Le protocole signé entre le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et le ministère de la PME et de l'artisanat en 2001

La création d'une cellule de valorisation des résultats de la recherche au niveau des universités en 2007. C'est une interface entre l'université et l'entreprise. Parmi ses objectifs : accompagner les porteurs de projet dans les pépinières d'entreprises qui sont sous la tutelle du ministère de la PMEPI et l'instauration des incubateurs au niveau des universités.

<sup>54</sup> Au cours de la réalisation de notre projet PNR, nous avons recommandé aux instances compétentes de notre université d'établir ce type de relation. Une convention USTO-ANSEJ ayant pour objectif la formation en entrepreneuriat a été approuvée en juin 2013.

chômage, sachant que les grandes entreprises publiques ne sont plus pourvoyeuses d'emplois comme par le passé.

Malgré les difficultés que nous avons rencontré pour l'achèvement de notre projet, notamment, la non fiabilité des statistiques, et la non disponibilité des dirigeants d'entreprise à se confier, nous avons parvenu à notre objectif. A cet effet, nous estimons que notre projet qui englobe des données existantes reflétant les réalités microéconomiques concernant la région étudiée, pourra être d'une grande utilité, du fait que, les pouvoirs publics pourront repenser la relation entre exportation et croissance. Sachant, que plusieurs travaux relatifs à des pays ayant des niveaux de développement différents, synthétisent des études macroéconomiques reliant de façon positive l'accroissement des exportations à celle du revenu réel national ou sectoriel.

Toutefois, ce travail de recherche constitue pour ceux qui ambitionnent se vouer à la recherche, une modeste contribution qui pourrait être un point de départ pour des recherches envisageables dans le domaine du secteur industriel

Dans cette perspective, il est sans doute, important de relever que notre travail peut être approfondi dans d'autres domaines de la recherche. Nous avons déjà noté que l'inexistence de l'appréciation de l'informel est une entrave en matière d'étude des entreprises et en particulier les PMI, ce domaine peut être intéressant. D'autres domaines d'analyse auraient pour cible de cerner l'objet étudié. Ces perspectives nous guident vers une meilleure compréhension de la contribution des petites et moyennes entreprises industrielles et surtout du secteur industriel en général, sachant que toutes les politiques publiques convergent vers un principale objectif l'exportation hors hydrocarbure afin d'assurer une croissance soutenue.

## **Bibliographie**

- F. BELLONE, BELLONE, P. MUSSO, L. NESTA, M. QUERE, Caractéristiques et performances des firmes exportatrices françaises
- H. BENISSAD, *Micro entreprises et cadre institutionnel en Algérie*, document technique, Ed. Centre De développement de l'OCDE, Paris, mars 1993, N°85.
- C. BERTHIER, M. C. PARENT, *Créations, disparitions et restructurations d'entreprises : les effets sur l'emploi des PME*, Economie et statistiques 1994 N°271-272
- C. BIALES, G. ROLLAND, *Les PME : atouts et handicaps*, Problèmes Economiques 28 mars 1990 n°1268
- N. CECI, B. VALERSTEINAS, *Structure et comportement des entreprises exportatrices françaises*, Economie et Prévision, 2006/1
- N. C. CHURCHIL, V. L. LEWIS, *Les cinq stades de l'évolution d'une P.M.E*, Harvard expansion, 1983
- Gasse, Y, *L'influence du milieu dans la création d'entreprises*, Ed. Organisation et territoire, Printemps – Eté, 2003
- Gobe, E (1996) *Les entrepreneurs arabes au miroir des sciences sociales*, annuaire de l'Afrique du Nord, Tome XXXV
- Hernandez, E M « De nouvelles règles pour entreprendre », Revue problèmes économiques, n° 2764. (2002),
- F. Janssen, s/d (2009), *Entreprendre une introduction à l'entrepreneuriat* Ed. De Boeck
- P. JOFFRE, *L'entreprise et l'exportation*, Ed. Vuibert, Paris, 1987.
- A. JOYAL, P. A. JULIEN, L. DESHAIES, C. RAMANGALAHY, *Typologies des comportements stratégiques des PME exportatrices*, mars 1996, Gestion, volume 21
- P. A. JULIEN, M. MARCHESNAY
- P. A. JULIEN, M. MARCHESNAY, *La petite entreprise*, 1987, Vuibert

M. KALIKA, *Structures d'entreprises: réalités, déterminants, performances*, 1988, *Economica*, p.213

P. R. KRUGMAN, M. OBSTFELD, *Economie internationale*, Boeck Université, 2003

J. LECAILLON, *Analyse micro- économique*, 1967, Cujas

Y. MORVAN, *Les fondements d'économies industrielles*, 1985, *Economica*

C. PICORY, *PME incertitude et organisation industrielle, une mise en perspective théorique*, *Economie industrielle* 1<sup>er</sup> trimestre 1994 N° 67

M. RAINELLI, *Economie industrielle*, 1993, Dalloz

RICHET, X. (2001), « Entreprendre dans les économies post-socialistes : enjeux, dynamiques, blocages, politiques », *Économies émergentes, politiques de promotion de la PME expériences comparées*, Paris, D. Guerraoui et X. Richet, l'Harmattan

M. P. ROUSEAU, *Le management des économies locales*, Eyrolles, Paris, 1989.

P. ROOS, *L'automobile*, Ed. *Economica*, Paris, 1992.

J. C. Usunier, M. Easterby-Smith, R. Thorpe, *Introduction à la recherche en gestion*, *Économica*, 1993

VARGAS G, "Les crises de la croissance de la PME/PMI", *Revue de Gestion française* N°44, 1984

F. Wacheux, *Méthodes qualitatives et recherche en gestion*, *Économica*, 1996

Rapport PNUD, *La PME privée en Algérie : environnement administratif et contribution à une politique de promotion*, PNUD, Alger, 16 juin 1993.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL, *Annual Report 2007*, 2008

Observatoire des PME européenne, 2003

BANQUE MONDIALE, *Enquete Investment Climate Assessment (ICA)*, 2003

*Journal of small business Management* (41) 1, 2003

OCDE, *Promouvoir les PME pour œuvrer au développement*, *Revue de l'OCDE*, volume N°5- 2004/2

BAfD/OCDE, *Perspectives Économiques en Afrique « Algérie »*, 2007

*Journal officiel de la République Algérienne JORA*, (1993), (2001)

Rapport de la Banque Mondiale, *Doing business Middle East & North Africa*, World Bank, 2008

Office national des statistiques, Alger (2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011)

Publications MIPMEPI, Alger, 2012, [www.mipmepi.gov.dz](http://www.mipmepi.gov.dz)

# ANNEXE

## 1. PUBLICATIONS

Contribution revue Européenne du droit social

Le Vendredi 1 novembre 2013 6h30, Constantinescu Mariana-Lucretia <maraluconstantinescu@yahoo.com> a écrit :

bonjour,

stp.confirmer a moi la bonne reception de mon mail.

Mara

PH.D.LUCRETIA MARIANA CONSTANTINESCU

DEPARTMENT MARKETING-MANAGEMENT,

FACULTY OF ECONOMIC SCIENCES

UNIVERSITY VALAHIA OF TARGOVISTE,

ROMANIA,

TEL/FAX +40 245 213 920

On Thursday, October 31, 2013 9:05 PM, Constantinescu Mariana-Lucretia <maraluconstantinescu@yahoo.com> wrote:

pour faciliter a toi la recherche du site de la revue!

<http://www.revueeuropeenne-du-droitsocial.ro/fr/revue.php>

Mara

PH.D.LUCRETIA MARIANA CONSTANTINESCU

DEPARTMENT MARKETING-MANAGEMENT,

FACULTY OF ECONOMIC SCIENCES

UNIVERSITY VALAHIA OF TARGOVISTE,

ROMANIA,

TEL/FAX +40 245 213 920

On Thursday, October 31, 2013 8:53 PM, Constantinescu Mariana-Lucretia <maraluconstantinescu@yahoo.com> wrote:

Bonsoir, Sultana,

j'ai le plaisir d'info toi que la revue de mon collegue Dan Top a publie ton article ;

stp. lire site de la revue : [www.RevueEuropéenne\\_du\\_DroitSocial.ro](http://www.RevueEuropéenne_du_DroitSocial.ro)

Amitie,

Mara

PH.D.LUCRETIA MARIANA CONSTANTINESCU

DEPARTMENT MARKETING-MANAGEMENT,

FACULTY OF ECONOMIC SCIENCES

UNIVERSITY VALAHIA OF TARGOVISTE,

ROMANIA,

TEL/FAX +40 245 213 920

### **Compétitivité, internationalisation des PME algériennes**

#### **Résumé :**

Nous cherchons à rendre compte du profil d'internationalisation des PME algériennes et voir comment le gouvernement tente d'inciter ce type d'entreprises à dépasser les frontières du pays. Pour mieux cerner l'objet étudié, nous nous sommes basés sur les principales théories explicatives de l'internationalisation des PME. Notre analyse a été approfondie par les résultats d'une enquête menée sur une population regroupant un échantillon de petites et moyennes entreprises opérant dans le secteur industriel, localisées dans la région Ouest du pays. Ce qui nous a permis d'identifier les obstacles à la compétitivité et d'examiner les opportunités d'internationalisation de ce type d'entreprises.

Mots clefs : Internationalisation, PME, compétitivité, politiques publiques, économie de transition,

### **Competitiveness, internationalization of SMEs in Algeria**

#### **Summary:**

We are looking to account for the internationalization profile Algerian SMEs and see how the government is trying to encourage this type of firms to exceed the country's borders. For a better analysis of the object studied, we based on the main explanatory theories of the internationalization of SMEs.

Our analysis has been deepened by the results of a inquiry of a population grouping a sample of small and medium enterprises operating in the industrial sector, located in the West region of the country. This allowed us to identify obstacles to competitiveness and to examine the internationalization's opportunities of this type of firms

Keywords: Internationalization, SMEs, competitiveness, public policy, transition economy

ISSN 1843-679X

Rythmicité d'apparition: 4 numéros par année.

Index Copernicus: <http://journals.indexcopernicus.com/karta.php?action=masterlist&id=4296>

## COLLECTION THÉORIE ET PRATIQUE DU DROIT

Cette collection de manuels juridiques s'adresse aux étudiants désireux d'apprendre et de comprendre les notions fondamentales du droit. Pour chaque matière abordée ils y trouveront l'état actuel du droit mais aussi des réflexions des auteurs sur ce qu'elle pourrait être de lege ferenda.

Chaque ouvrage de la collection se décompose de la façon suivante :

- des repères permettant d'introduire le cours et d'en dégager les enjeux ;
- un cours clair et accessible présentant l'essentiel des connaissances à acquérir ;
- des applications concrètes du cours permettant à l'étudiant de se préparer efficacement aux examens, mais aussi des réflexions permettant d'acquiescer l'ouverture d'esprit indispensable à un étudiant en droit soucieux de maîtriser la matière telle qu'elle est mais telle qu'elle pourrait être.



En effet, réussir aux devoirs, examens et concours exigent de manifester une vision originale, pluriculturelle et prospective du droit positif. L'étudiant présentera alors un recul et une ouverture d'esprit susceptibles de toucher le correcteur ou le jury. Par ailleurs, les notions juridiques ainsi acquises doivent s'avérer utilisables pour comprendre et surmonter des questions quotidiennes de la vie familiale ou de la vie professionnelle et sociale. La présente collection réunit des universitaires et des praticiens d'horizons divers pour offrir au lecteur la dimension scolaire et utilitaire des ouvrages qui la composent.

Cette collection est dirigée par Marc Richevoux, Maître de conférence, Université du Littoral marc\_richevoux@yahoo.fr à qui peuvent être envoyés des manuscrits qui sont dans cet esprit pour une éventuelle publication.



REVUE EUROPÉENNE DU DROIT SOCIAL - Volume XXI - Issue 4 - Year 2013

REVUE EUROPÉENNE  
DU DROIT SOCIAL

VOLUME XXI    ISSUE 4    YEAR 2013

REVUE EUROPÉENNE  
DU  
DROIT SOCIAL

Volume XXI • ISSUE 4 • Year 2013

Édition Bibliotheca  
Târgoviște, 2013

La Revue est reconnue par le

**Conseil National de la Recherche Scientifique  
de l'Enseignement Supérieur (CNCSIS)  
catégorie B+ avec avis no. 828/2007  
et en évidence BDI Copernicus, CEEOL et EBSCO Publising**

**Comite scientifique/ Scientific Board:**

1. **Antonio Baylos**, Professeur de Droit du Travail et de la Sécurité Sociale à l'Université de Castilla La Mancha, Spain
2. **Dimitri Uzunidis**, Directeur du Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation (ULCO, France)
3. **Alexandru Țiclea**, Professeur, Recteur de l'Université Ecologique Bucarest Roumanie
4. **Sophie Boutillier**, Directrice de recherche au laboratoire Redéploiement industriel et innovation à l'Université du Littoral-Côte d'Opale, France
5. **Ahmed Smahi**, Enseignant Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Tiemcen, Algérie
6. **Ana R. Martín Minguijón**, Doyen de la Faculté de droit UNED Madrid, Spain
7. **Vlad Barbu**, Professeur, Vice-recteur de l'Académie de Police „Alexandru Ioan Cuza” Bucarest, Roumanie
8. **Rafael Junquera de Estéfani**, Vice-doyen de la Faculté de droit UNED Madrid, Spain
9. **José Alvarez Pestana**, Professeur de Sociologie, UNED Madrid, Spain
10. **Edvana Tiri**, , Charge de cours, Docteur en droit, Université “Sevasti et Parashqevi Qiriazi”, Faculté de Droit, Koder Kamez, Tirana, Albania

**Comite de rédaction/Editorial Board:**

<b>Rédacteur en chef / Editor responsible:</b>	<b>Dan Țop, PhD</b>
<b>Executive Editor:</b>	<b>Marc S. Richeveaux, PhD</b>
<b>Rédacteur en chef adjoint / Editor assistant:</b>	<b>Radu Răzvan Popescu, PhD</b>
<b>Secrétaire de rédaction / Editorial Secretary:</b>	<b>Pedro Fernandez Santiago, PhD</b>

**130051, Târgoviște, Aleea Trandafirilor, bl. 10, ap. 46  
Județul Dâmbovița, Roumanie, Tel. 0722.723340  
www.RevueEuropeenne-du-DroitSocial.ro**

**ISSN 1843-679X  
Copyright@2013**



Contribution à la R2IE (

À Moi <s\_daoud\_s@yahoo.fr>; 1 sep

Bonsoir,

Je vous remercie pour votre contribution. Votre article a été adressé au comité de lecture. Je vous adresserai l'arbitrage dès que le protocole d'évaluation sera bouclé.

Bien cordialement,

Romain ZERBIB

Enseignant-Chercheur (Groupe IGS)

SGA de la RSG - [www.larsg-revue.com](http://www.larsg-revue.com)

SGA de la R2IE - [www.revue-r2ie.com](http://www.revue-r2ie.com)

BOUZADI DAOUD Sultana

Université des Sciences et de la Technologie (USTO) Oran - Algérie

### **Adoption des outils de pilotage dans les PME : cas des PMI en Algérie**

Résumé :

Actuellement, l'environnement se distingue par des turbulences technologiques et économiques considérables. Leur variété et leur influence remettent le pilotage des entreprises plus compliqué et plus problématique. Les PME doivent adapter leurs structures et leurs pratiques de fonctionnement, produisant des transformations des systèmes d'information, et de ce fait la nature du pilotage. Ainsi elles doivent parvenir à prouver leur degré d'ouverture aux nouveaux outils de gestion. Surtout qu'elles sont actuellement assujetties, de la même manière que les grandes entreprises, aux enjeux d'une régulation régulière (RSE, développement durable, etc.).

L'objet de cet article consiste essentiellement à identifier et à étudier la diffusion des pratiques de pilotage des PME dans le contexte algérien. D'où la question sur la distinction de ces entreprises par quels types de pratiques en matière de pilotage ? Quelles sortes d'outils de pilotage et sous quelles formes ces outils s'intègrent dans le système de contrôle de ces entreprises ?

Mots clés : Petite et moyenne entreprise-outils de pilotage- économie en transition

### **Adoption of management tools in SMEs: the case of SMI in Algeria**

Summary:

Currently, the environment is characterized by significant technological and economic turbulences. Their variety and their influence render the piloting of companies more complicated and problematic SMEs must adapt their structures and functioning practices, producing changes in information systems, and thus the nature of piloting. So they must to prove their openness to new management tools. Especially they are currently subject, in the same way that large companies to issues of a regular control (CSR, sustainable development, etc...).

The purpose of this paper is essentially to identify and study the diffusion of management practices of SMEs in the Algerian context. Hence the question about the distinction between these companies by what types of practices piloting? What kind of management tools and in what forms these tools are integrated into the control system of these companies

Key words: Small and medium size companies-management tools-economy of transition

Contribution à *Insaniyat* (

À Moi <s\_daoud\_s@yahoo.fr>;3 nov

Chère Madame bonjour,

Nous avons bien reçu votre article et votre CV et vous en remercions

Bien cordialement,

Samia Benhenda

---

Secrétariat de Rédaction de la Revue *Insaniyat*

Centre national de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle

Technopole USTO Bir El Djir ORAN

BP 1955 El Menaouer ORAN

Tél : 00 213 (0) 41 56 04 73 à 76

Fax : 00 213 (0) 41 56 04 63

e-mail : [insaniyat@crasc-dz.org](mailto:insaniyat@crasc-dz.org)/ [insaniyat.crasc@gmail.com](mailto:insaniyat.crasc@gmail.com)

[crasc@crasc-dz.org](mailto:crasc@crasc-dz.org)

Sites web: [www.crasc-dz.org](http://www.crasc-dz.org)

## **L'entrepreneuriat au féminin en Algérie : opportunités et limites**

### Résumé

L'entrepreneuriat féminin assume non seulement une valeur économique mais aussi sociale et culturelle. Les ministres d'une cinquantaine de pays ont participé à la conférence de Bologne et ont souligné la contribution considérable que procurent les femmes entrepreneurs au développement économique et à la cohésion sociale. Parmi les enseignements préconisés par l'OCDE et qui méritent d'être maintenus, de manière indépendante de la région et du niveau de développement des pays c'est la question de la parité.

Au Maghreb, certains indicateurs socio-économiques concernant les femmes tels que le taux de participation au marché du travail, le taux de chômage, le niveau d'instruction, etc., nous permettent de se demander s'il existe une création d'entreprises au féminin. Quelles mesures d'accompagnement publiques, quelle contribution économique et sociale et quels obstacles ? Nous tenterons de répondre à ces questions en mettant l'accent sur l'analyse de l'entrepreneuriat féminin en Algérie au cours de cette dernière décennie.

Mots clés : Femme, entrepreneuriat, Maghreb, Algérie.

### **Female entrepreneurship in Algeria: opportunities and limits**

#### Summary

Women's entrepreneurship assumes a value not only economic but also social and cultural. Ministers of fifty countries participated in the Bologna conference and stressed the significant contribution that provides women entrepreneurs in economic development and social cohesion. Among the lessons advocated by the OECD and that should be maintained independently of the region and level of development of countries is the question of parity.

In the Maghreb, some socio-economic indicators related to women such as the rate of participation in the labor market, unemployment, education level, etc, make us asking whether there is an entrepreneurship feminine.

What measures of public support, what economic and social contribution and what obstacles? We try to answer these questions by focusing on the analysis of female entrepreneurship in Algeria during the last decade.

Key words: Women, entrepreneurship, Maghreb, Algeria.



**Fiche synthétique de l'entreprise :**

Cette partie est à renseigner par les étudiants qui ont mûri leur idée de projet ou bien ceux qui reprennent l'affaire de leurs parents (entreprises familiales)

<b>raison sociale de l'entreprise</b>	
<b>Forme juridique</b>	
<b>Adresse wilaya</b>	
<b>Tel Fax e-mail site web</b>	
<b>Secteur d'activité(le domaine)</b>	
<b>Activité de l'entreprise et ses Principaux produit(s) ou service(s)</b>	
<b>Date prévue de création d'entreprise</b>	
<b>Capitale sociale (montant global de l'investissement)</b>	
<b>équipe de gestion</b>	

## Etude de marché

<p><b>Le marché visé</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>-Sa taille</li><li>-La demande globale</li><li>-Clientèle potentielle</li><li>-Leurs besoins</li><li>-Localisation géographique</li><li>-Evolution et saisonnalité de la consommation</li></ul>	
<p><b>Analyse de l'environnement concurrentiel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>-Entreprises concurrentes</li><li>-Leurs parts de marché</li><li>-Ses produits et ses prix</li><li>-Sa stratégie de communication et de distribution</li></ul>	
<p><b>L'offre globale prévisionnelle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>-Description physique du produit ou service, Ses caractéristiques et le besoin satisfait.</li></ul> <p>-Les facteurs de différenciation (avantage concurrentielle).</p> <p>-La production prévisionnelle.</p> <p>-Le processus de fabrication conception et développement des produits.</p> <p>-Une prévision des ventes.</p> <p>-La Propriété industrielle brevet, marque, licence.</p>	